

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2500

[2008/202676]

3 JUILLET 2008. — Décret relatif au soutien de la recherche,
du développement et de l'innovation en Wallonie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par "Gouvernement" le Gouvernement wallon.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par "recherche industrielle" la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes en vue de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou d'entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants. Elle comprend la création de composants de systèmes complexes, nécessaire à la recherche industrielle, notamment pour la validation de technologies génériques, à l'exclusion des prototypes visés à l'article 3.

Art. 3. Au sens du présent décret, on entend par "développement expérimental" l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et de techniques scientifiques, technologiques, commerciales et autres existantes en vue de produire des projets, des dispositifs ou des dessins pour la conception de produits, de procédés ou de services nouveaux, modifiés ou améliorés.

Relèvent également du développement expérimental :

1° d'autres activités visant la définition théorique et la planification de produits, de procédés et de services nouveaux, ainsi que la consignation des informations qui s'y rapportent, ces activités pouvant porter sur la production d'ébauches, de dessins, de plans et d'autres documents, à condition qu'ils ne soient pas destinés à un usage commercial;

2° la création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables, lorsque le prototype est nécessairement le produit fini commercial et lorsqu'il est trop onéreux à produire pour être utilisé uniquement à des fins de démonstration et de validation;

3° la production expérimentale et les essais de produits, de procédés et de services, à condition qu'ils ne puissent être utilisés ou transformés en vue d'une utilisation dans des applications industrielles ou commerciales.

Le développement expérimental ne comprend pas les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication, services existants et autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations.

Art. 4. Au sens du présent décret, on entend par "innovation de procédé" la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée, cette notion impliquant des changements significatifs dans les techniques, le matériel ou le logiciel.

Les changements ou les améliorations mineurs, un accroissement des moyens de production ou de service par l'adjonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques qui sont très analogues à ceux déjà en usage, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques, le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés ne sont pas considérés comme des innovations.

Art. 5. Au sens du présent décret, on entend par "innovation d'organisation" la mise en œuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise.

Les changements dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà utilisées dans l'entreprise, les changements dans les pratiques commerciales, les fusions et les acquisitions, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques, le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés ne sont pas considérés comme des innovations.

Art. 6. Au sens du présent décret, on entend par :

1° "guidance technologique" : les activités d'une entité qui consistent à effectuer, pour des entreprises qui sollicitent son expertise scientifique ou technique, des prestations d'audit technologique liées à des procédés ou des produits, ou des prestations de conseil pour orienter les entreprises vers ses compétences technologiques ou les compétences technologiques d'autres entités;

2° "veille technologique" : les activités d'une entité qui consistent à se tenir en permanence informée des progrès scientifiques et techniques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de sa compétence et qui présentent un haut potentiel d'innovations industrielles.

Art. 7. Au sens du présent décret, on entend par :

1° "petite entreprise" : toute entreprise qui est établie en société commerciale visée par le Code des sociétés, qui, sauf indication contraire, a au moins un siège d'activités en Wallonie et qui répond à la définition des petites entreprises ou des micro-entreprises qui figure à l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises;

2° "moyenne entreprise" : toute entreprise qui est établie en société commerciale visée par le Code des sociétés, qui, sauf indication contraire, a au moins un siège d'activités en Wallonie et qui répond à la définition des moyennes entreprises qui figure à l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises;

3° "grande entreprise" : toute entreprise qui est établie en société commerciale visée par le Code des sociétés, qui, sauf indication contraire, a au moins un siège d'activités en Wallonie et qui n'est ni une petite entreprise, ni une moyenne entreprise;

4° "entreprise non autonome de taille restreinte" : toute grande entreprise qui répondrait à la définition de la petite entreprise ou de la moyenne entreprise si elle était autonome au sens de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises;

5° "entreprise" : toute petite entreprise, moyenne entreprise, grande entreprise ou entreprise non autonome de taille restreinte.

Art. 8. Au sens du présent décret, on entend par :

1° "organisme public de recherche" : tout organisme de droit public qui a notamment pour objet de réaliser des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental;

2° "unité universitaire" : tout service, laboratoire, équipe ou autre entité qui dépend d'une ou plusieurs institutions universitaires organisées ou subventionnées par la Communauté française et qui ne dispose pas d'une personnalité juridique distincte de cette ou ces institutions;

3° "unité de haute école" : tout service, laboratoire, équipe ou autre entité, disposant ou non d'une personnalité juridique distincte, qui dépend d'une ou plusieurs hautes écoles visées par le décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles ou par le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome.

Art. 9. Au sens du présent décret, on entend par "jeune entreprise innovante" toute petite entreprise dont la création remonte à moins de six ans et qui répond à l'une ou à l'autre des conditions suivantes :

1° une évaluation effectuée par un expert extérieur et indépendant, notamment sur la base d'un plan d'activités, indique que le bénéficiaire développera, dans un avenir prévisible, des produits, services ou procédés qui sont technologiquement neufs ou substantiellement améliorés par rapport à l'état de la technique dans le secteur concerné au sein de l'Union européenne, et qui présentent un risque d'échec technologique ou industriel;

2° ses dépenses de recherche et développement représentent au moins 15 % du total de ses dépenses de fonctionnement au cours d'une au moins des trois dernières années écoulées, ou, dans le cas où elle est trop jeune pour disposer d'un historique financier, de l'audit de son année fiscale en cours, le chiffre étant dans tous les cas certifié par un expert-comptable externe.

Art. 10. Au sens du présent décret, on entend par :

1° "centre de recherche" : tout organisme qui a pour objet principal de réaliser des recherches et d'effectuer des prestations de service contribuant au développement technologique et économique de la Wallonie, et qui ne répond à aucune des définitions visées aux articles 8 et 12;

2° "centre de recherche agréé" : tout centre de recherche agréé conformément au présent décret.

Art. 11. Au sens du présent décret, on entend par "entité externe à la Région wallonne et aux entités pouvant bénéficier d'une aide que vise le présent décret" :

1° une entité qui ne dépend ou dont les agents ne dépendent d'aucune manière du financement, en tout ou en partie, du Gouvernement fédéral, de la Communauté française et/ou de la Région wallonne;

2° une entité qui ne serait ou dont les agents ne seraient d'une quelconque manière en situation de conflit d'intérêts en réalisant l'évaluation mentionnée à l'article 124 du présent décret.

Art. 12. Au sens du présent décret, on entend par "partenariat d'innovation technologique" tout partenariat qui est relatif à un projet et qui, à la fois :

1° associe au moins comme membres, sans exclure d'autres partenaires, plusieurs entreprises et plusieurs entités répondant à l'une des définitions visées à l'article 8 ou à l'article 10, 2°;

2° a pour objet principal de réaliser ou de coordonner des recherches qui contribuent au développement scientifique, technologique et économique de la Wallonie.

Art. 13. Le Gouvernement peut arrêter des définitions qui modifient les définitions visées aux articles 2 à 12, dans la mesure où les nouvelles définitions constituent une adaptation à de nouveaux règlements ou encadrements de l'Union européenne, ou à de nouvelles normes édictées par l'Organisation mondiale du commerce.

CHAPITRE II. — *Des modes de soutien de la recherche, du développement et de l'innovation*

Art. 14. Suivant les modalités que visent les chapitres suivants et dans les limites des disponibilités budgétaires, le Gouvernement peut accorder :

1° aux entreprises, des subventions portant sur leurs activités de recherche industrielle;

2° aux entreprises, des subventions ou des avances récupérables portant sur leurs activités de développement expérimental;

3° aux petites entreprises, aux moyennes entreprises et aux entreprises non autonomes de taille restreinte, des subventions portant sur des études de faisabilité technique;

4° aux petites entreprises et aux moyennes entreprises, des subventions portant sur leurs droits de propriété industrielle;

5° aux petites entreprises, des subventions aux jeunes entreprises innovantes;

6° aux petites entreprises, aux moyennes entreprises et aux entreprises non autonomes de taille restreinte, des subventions portant sur des innovations de procédé dans les services;

7° aux petites entreprises, aux moyennes entreprises et aux entreprises non autonomes de taille restreinte, des subventions portant sur des innovations d'organisation dans les services;

8° aux petites entreprises et aux moyennes entreprises, des subventions portant sur des services de conseil en innovation et de soutien à l'innovation;

9° aux petites entreprises et aux moyennes entreprises, des subventions portant sur l'engagement temporaire de personnel;

10° aux organismes publics de recherche, aux unités universitaires et aux unités de haute école, des subventions portant sur leurs activités de recherche industrielle;

11° aux unités universitaires et aux unités de haute école, des subventions portant sur leurs droits de propriété industrielle;

12° aux unités universitaires et aux unités de haute école, des subventions portant sur l'engagement temporaire de personnel;

- 13° aux centres de recherche agréés, des subventions portant sur leurs activités de recherche industrielle et sur leurs activités de développement expérimental;
- 14° aux centres de recherche agréés, des subventions portant sur leurs droits de propriété industrielle;
- 15° aux centres de recherche agréés, des subventions portant sur leurs activités de guidance technologique et sur leurs activités de veille technologique;
- 16° aux centres de recherche agréés, des subventions portant sur l'engagement temporaire de personnel;
- 17° aux partenariats d'innovation technologique, des subventions portant sur leurs activités de recherche industrielle et des subventions ou des avances récupérables portant sur leurs activités de développement expérimental;
- 18° aux petites entreprises, aux moyennes entreprises, aux organismes publics de recherche, aux unités universitaires, aux unités de haute école, aux centres de recherche agréés et aux partenariats d'innovation technologique, des subventions portant sur leurs partenariats internationaux;
- 19° aux personnes morales, des subventions portant sur leurs activités de promotion ou de vulgarisation des sciences, de la recherche et de l'innovation.

CHAPITRE III. — *Des subventions et des avances récupérables aux entreprises*

Section 1^{re}. — Des subventions portant sur les activités de recherche industrielle

Art. 15. Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle introduit par une ou plusieurs entreprises, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention :

1° soit dans le cadre d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury de l'appel en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et environnementaux indiqués dans l'appel;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Art. 16. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont admissibles;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Art. 17. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 70 pour une petite entreprise;

2° 60 pour une moyenne entreprise;

3° 50 pour une grande entreprise.

Art. 18. L'intensité de la subvention peut être majorée si les trois conditions suivantes sont réunies :

1° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre, la sous-traitance n'étant pas considérée comme une coopération effective;

2° aucune de ces entreprises ne supporte seule plus de 70 % des dépenses admissibles;

3° au moins une de ces entreprises est une petite entreprise ou une moyenne entreprise.

L'intensité de la subvention majorée, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 80 pour une petite entreprise;

2° 70 pour une moyenne entreprise;

3° 60 pour une grande entreprise.

Art. 19. L'intensité de la subvention peut être majorée si les quatre conditions suivantes sont réunies :

1° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre, la sous-traitance n'étant pas considérée comme une coopération effective;

2° aucune de ces entreprises ne supporte seule plus de 70 % des dépenses admissibles de l'ensemble du projet;

3° au moins une de ces entreprises, qu'elle ait un siège d'activités en Wallonie ou ailleurs en Belgique, ou qu'elle n'en ait pas, réalise une partie du projet dans au moins un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique;

4° une partie du projet qui correspond au moins à la moitié des dépenses admissibles de l'ensemble du projet est réalisée en Wallonie.

L'intensité de la subvention majorée, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 80 pour une petite entreprise;

2° 70 pour une moyenne entreprise;

3° 60 pour une grande entreprise.

Art. 20. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Section 2. — Des subventions et des avances récupérables portant sur les activités de développement expérimental

Art. 21. Pour la réalisation d'un projet de développement expérimental introduit par une ou plusieurs entreprises, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une aide :

1° soit dans le cadre d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury de l'appel en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et environnementaux indiqués dans l'appel;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Art. 22. Les dépenses admissibles couvertes par l'aide sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont admissibles;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

En cas d'usage commercial de projets de démonstration ou de projets pilotes issus de l'activité de développement expérimental sur laquelle porte l'aide, toute recette provenant d'un tel usage est déduite des dépenses admissibles.

Art. 23. Lorsque l'aide est sollicitée par plusieurs entreprises, cette aide peut consister soit en une subvention, soit en une avance récupérable, suivant que les entreprises ont sollicité soit l'une, soit l'autre, si les trois conditions suivantes sont réunies :

1° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre, la sous-traitance n'étant pas considérée comme une coopération effective;

2° aucune de ces entreprises ne supporte seule plus de 70 % des dépenses admissibles;

3° au moins une de ces entreprises est une petite entreprise ou une moyenne entreprise.

Si l'aide est une subvention, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 60 pour une petite entreprise;

2° 50 pour une moyenne entreprise;

3° 40 pour une grande entreprise.

Si l'aide est une avance récupérable, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 75 pour une petite entreprise;

2° 65 pour une moyenne entreprise;

3° 55 pour une grande entreprise.

Art. 24. Lorsque l'aide est sollicitée par plusieurs entreprises, cette aide peut consister soit en une subvention, soit en une avance récupérable, suivant que les entreprises ont sollicité soit l'une, soit l'autre, si les quatre conditions suivantes sont réunies :

1° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre, la sous-traitance n'étant pas considérée comme une coopération effective;

2° aucune de ces entreprises ne supporte seule plus de 70 % des dépenses admissibles de l'ensemble du projet;

3° au moins une de ces entreprises, qu'elle ait un siège d'activités en Wallonie ou ailleurs en Belgique, ou qu'elle n'en ait pas, réalise une partie du projet dans au moins un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique;

4° une partie du projet qui correspond au moins à la moitié des dépenses admissibles de l'ensemble du projet est réalisée en Wallonie.

Si l'aide est une subvention, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 60 pour une petite entreprise;

2° 50 pour une moyenne entreprise;

3° 40 pour une grande entreprise.

Si l'aide est une avance récupérable, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 75 pour une petite entreprise;

2° 65 pour une moyenne entreprise;

3° 55 pour une grande entreprise.

Art. 25. Hormis les cas visés aux articles 23 et 24, lorsque l'aide est sollicitée par une ou plusieurs jeunes entreprises innovantes, cette aide peut consister soit en une subvention, soit en une avance récupérable, suivant que la ou les jeunes entreprises innovantes ont sollicité soit l'une, soit l'autre.

Si l'aide est une subvention, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 45.

Si l'aide est une avance récupérable, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 60.

Art. 26. Hormis les cas visés aux articles 23, 24 et 25, l'aide consiste en une avance récupérable. Son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 60 pour une petite entreprise;

2° 50 pour une moyenne entreprise;

3° 40 pour une grande entreprise.

Art. 27. L'entreprise ou chacune des entreprises auxquelles une avance récupérable a été accordée peut renoncer à exploiter les résultats du projet au cours de la réalisation de celui-ci ou dans les six mois qui suivent la fin de cette réalisation.

L'entreprise est totalement dispensée de rembourser l'avance si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° elle motive sa renonciation, dans un écrit adressé au Gouvernement, en exposant l'échec du projet au regard des objectifs techniques et commerciaux définis dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui la lient à la Région wallonne;

2° elle transfère à la Région wallonne, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits réels sur les résultats du projet.

Si les deux conditions visées à l'alinéa 2 ne sont pas réunies, l'entreprise rembourse à la Région wallonne le montant global reçu au titre de l'avance, sans intérêts.

Art. 28. Si l'entreprise exploite les résultats du projet, elle effectue des remboursements périodiques à la Région wallonne. Le montant global à rembourser est fonction de la réussite du projet par rapport à l'issue favorable définie, notamment en termes d'objectifs commerciaux, dans les dispositions contractuelles relatives au projet qui lient la Région wallonne et l'entreprise. Dans tous les cas, les remboursements sont augmentés d'un intérêt dont le taux est égal au taux de référence fixé par la Commission européenne.

En cas de réussite inférieure à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en une quote-part du montant global reçu au titre de l'avance. Cette quote-part est proportionnelle au degré de divergence par rapport aux objectifs commerciaux correspondant à l'issue favorable.

En cas de réussite conforme à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en le montant global reçu au titre de l'avance.

En cas de réussite supérieure à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en le montant global reçu au titre de l'avance, augmenté d'un intéressement proportionnel au degré de divergence par rapport aux objectifs commerciaux correspondant à l'issue favorable.

Art. 29. En cours d'exploitation des résultats du projet, l'entreprise est dispensée de continuer à rembourser l'avance si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° elle renonce à cette exploitation et en informe le Gouvernement par un écrit dans lequel elle motive sa décision par des raisons objectives;

2° elle transfère à la Région wallonne, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits réels sur les résultats du projet.

Tous les remboursements antérieurs de l'entreprise restent acquis à la Région wallonne et elle reste redevable des montants à rembourser au cours de l'année civile de la renonciation. La dispense visée à l'alinéa 1^{er} prend effet à partir de l'année civile qui suit.

Art. 30. Les modalités des remboursements dans les divers cas de figure visés aux articles 27, 28 et 29 sont précisées dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui lient la Région wallonne et la ou les entreprises, dans le respect des principes en la matière arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 119.

Art. 31. Hormis les cas de transferts de droits visés aux articles 27 et 29, l'octroi d'une aide que vise la présente section n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Section 3. — Des subventions portant sur les études de faisabilité technique

Art. 32. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'une demande d'aide introduite par une petite entreprise, par une moyenne entreprise ou par une entreprise non autonome de taille restreinte pour faire réaliser une étude de faisabilité technique préalable à des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur la réalisation de cette étude.

Art. 33. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont les coûts des services du ou des prestataires extérieurs qui réalisent l'étude, dans la mesure où ces coûts n'excèdent pas les prix du marché.

Art. 34. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 75 pour une petite entreprise ou une moyenne entreprise, si l'étude est préalable à des activités de recherche industrielle;

2° 65 pour une entreprise non autonome de taille restreinte, si l'étude est préalable à des activités de recherche industrielle;

3° 50 pour une petite entreprise ou une moyenne entreprise, si l'étude est préalable à des activités de développement expérimental;

4° 40 pour une entreprise non autonome de taille restreinte, si l'étude est préalable à des activités de développement expérimental.

Section 4. — Des subventions portant sur les droits de propriété industrielle

Art. 35. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'une demande d'aide introduite par une petite entreprise ou par une moyenne entreprise pour le dépôt d'une ou plusieurs demandes de brevet, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur l'obtention et la validation de ce ou ces brevets.

Ne constitue pas une condition d'octroi de la subvention le fait que les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demandes de brevet ont fait totalement, partiellement ou pas du tout l'objet d'une aide de la Région wallonne ou d'une autre entité.

Art. 36. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° tous les coûts antérieurs à l'octroi des droits dans la première juridiction, y compris les coûts d'élaboration, de dépôt et de suivi de la demande, ainsi que les coûts de renouvellement de la demande avant l'octroi des droits;

2° les coûts de traduction et autres liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions;

3° les coûts de défense de la validité des droits dans le cadre du suivi officiel de la ou des demandes et d'éventuelles procédures d'opposition, même si ces frais sont exposés après l'octroi des droits.

Art. 37. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 70 pour une petite entreprise, si les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demandes de brevet relèvent en majeure partie de la recherche industrielle;

2° 60 pour une moyenne entreprise, si les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demandes de brevet relèvent en majeure partie de la recherche industrielle;

3° 45 pour une petite entreprise, si les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demandes de brevet relèvent en majeure partie du développement expérimental;

4° 35 pour une moyenne entreprise, si les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demandes de brevet relèvent en majeure partie du développement expérimental.

Art. 38. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits sur le ou les brevets délivrés.

Art. 39. Le Gouvernement peut arrêter l'extension des subventions que vise la présente section à d'autres modes de protection de la propriété industrielle, dans le respect des articles 36 et 37.

Section 5. — Des subventions aux jeunes entreprises innovantes

Art. 40. Le Gouvernement peut accorder une subvention à une entreprise qui est une jeune entreprise innovante à la date de l'octroi de cette subvention, dans le cadre d'un appel à candidatures, sur la base du classement des candidatures proposé par le jury de l'appel.

Art. 41. L'appel à candidatures indique notamment :

1° l'objet de l'appel, qui porte sur les activités de recherche industrielle ou de développement expérimental des candidats;

2° les modalités suivant lesquelles interviennent les experts extérieurs et indépendants visés à l'article 9, 1°, ou les experts-comptables externes visés à l'article 9, 2°, afin de vérifier que les candidats répondent bien à la définition de la jeune entreprise innovante;

3° les critères suivant lesquels le jury évalue et classe les candidatures compte tenu prioritairement des potentiels de valorisation et de croissance des activités, ainsi que des capacités de l'entreprise à cet égard;

4° l'intensité de la subvention et la période pendant laquelle elle couvre les dépenses admissibles.

Art. 42. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100.

Art. 43. La subvention peut couvrir des dépenses de toute nature. Son montant s'élève au maximum à 500.000 euros.

Art. 44. Une jeune entreprise innovante ne peut bénéficier qu'une seule fois d'une subvention que vise la présente section.

Art. 45. Pendant les trois années qui suivent la date d'octroi à une jeune entreprise innovante d'une subvention que vise la présente section, le Gouvernement peut seulement lui accorder :

1° d'autres aides que vise le présent décret;

2° des aides à la recherche, au développement et à l'innovation non visées par le présent décret et qui soit ont été approuvées par l'Union européenne, soit bénéficient d'une exemption en vertu d'un règlement européen;

3° des aides au capital-investissement.

Section 6. — Des subventions portant sur les innovations de procédé dans les services

Art. 46. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'un projet d'innovation de procédé dans les services introduit par une petite entreprise ou par une moyenne entreprise, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur la réalisation de ce projet si les trois conditions suivantes sont réunies :

1° les coûts du projet sont déterminés, le projet présente un risque évident et il est appelé à être dirigé par un chef de projet identifié et qualifié;

2° le projet vise à la mise au point d'une norme, d'un modèle, d'une méthodologie ou d'une notion économiques qui peuvent être systématiquement reproduits, si possible homologués et brevetés;

3° l'innovation de procédé représente une nouveauté ou une amélioration sensible par rapport à l'état de la technique dans le secteur concerné au sein de l'Union européenne, le caractère nouveau pouvant notamment être établi par une description précise de l'innovation comparée aux procédés les plus avancés utilisés par d'autres entreprises du même secteur.

Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'un projet d'innovation de procédé dans les services introduit par une entreprise non autonome de taille restreinte, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur la réalisation de ce projet si les trois conditions que vise l'alinéa 1^{er} sont réunies et si, en outre, le projet est réalisé soit en coopération avec une petite entreprise ou moyenne entreprise qui supporte au moins 30 % des dépenses admissibles, soit en coopération avec plusieurs petites entreprises ou moyennes entreprises qui supportent globalement au moins 30 % des dépenses admissibles.

Art. 47. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont admissibles;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Art. 48. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 35 pour une petite entreprise;
- 2° 25 pour une moyenne entreprise;
- 3° 15 pour une entreprise non autonome de taille restreinte.

Art. 49. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Section 7. — Des subventions portant sur les innovations d'organisation dans les services

Art. 50. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'un projet d'innovation d'organisation dans les services introduit par une petite entreprise ou par une moyenne entreprise, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur la réalisation de ce projet si les quatre conditions suivantes sont réunies :

- 1° les coûts du projet sont déterminés, le projet présente un risque évident et il est appelé à être dirigé par un chef de projet identifié et qualifié;
- 2° le projet porte sur une innovation liée à l'utilisation et à l'exploitation de technologies d'information et de communication en vue de modifier l'organisation;
- 3° le projet vise à la mise au point d'une norme, d'un modèle, d'une méthodologie ou d'une notion économiques qui peuvent être systématiquement reproduits, si possible homologués et brevetés;
- 4° l'innovation d'organisation représente une nouveauté ou une amélioration sensible par rapport à l'état de la technique dans le secteur concerné au sein de l'Union européenne, le caractère nouveau pouvant notamment être établi par une description précise de l'innovation comparée aux techniques d'organisation les plus avancées utilisées par d'autres entreprises du même secteur.

Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'un projet d'innovation d'organisation dans les services introduit par une entreprise non autonome de taille restreinte, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur la réalisation de ce projet si les quatre conditions que vise l'alinéa 1^{er} sont réunies et si, en outre, le projet est réalisé soit en coopération avec une petite entreprise ou moyenne entreprise qui supporte au moins 30 % des dépenses admissibles, soit en coopération avec plusieurs petites entreprises ou moyennes entreprises qui supportent globalement au moins 30 % des dépenses admissibles.

Art. 51. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

- 1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;
- 2° les coûts des instruments informatiques et du matériel informatique, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont admissibles;
- 3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;
- 4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;
- 5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Art. 52. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 35 pour une petite entreprise;
- 2° 25 pour une moyenne entreprise;
- 3° 15 pour une entreprise non autonome de taille restreinte.

Art. 53. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Section 8. — Des subventions portant sur les services de conseil en innovation et de soutien à l'innovation

Art. 54. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'une demande d'aide introduite par une petite entreprise ou par une moyenne entreprise pour recourir à des services de conseil en innovation ou de soutien à l'innovation, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur l'exécution de ces services.

Art. 55. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont les coûts des services du ou des prestataires extérieurs qui les exécutent. Ces services peuvent consister :

- 1° en des conseils de gestion de l'innovation technologique, des conseils relatifs à l'utilisation des normes, de l'assistance technologique, du transfert de technologie, de la formation ou des conseils pour l'acquisition, la protection et l'échange de droits de propriété intellectuelle et pour les accords d'octroi de licence;
- 2° en des consultations de banques de données, en des consultations de bibliothèques techniques, en des études de marché, en l'utilisation de laboratoires, en l'étiquetage de la qualité, en des essais et en des certifications.

Les dépenses admissibles sont limitées aux coûts correspondant aux prix du marché ou, si le prestataire est une entité sans but lucratif, au prix reflétant les coûts de ce prestataire augmentés d'une marge raisonnable.

Art. 56. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 75.

Art. 57. Sur une période de 36 mois, une même petite entreprise ou moyenne entreprise peut bénéficier de subventions que vise la présente section dans la limite d'un montant global de 200.000 euros.

Section 9. — Des subventions portant sur l'engagement temporaire de personnel

Art. 58. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'une demande d'aide introduite par une petite entreprise ou par une moyenne entreprise pour engager une personne qui dispose d'une haute qualification en matière de recherche et d'innovation, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur cet engagement si les quatre conditions suivantes sont réunies :

1° la personne est détachée par une grande entreprise, un organisme public de recherche, une unité universitaire, une unité de haute école ou un centre de recherche, après y avoir travaillé pendant au moins 24 mois;

2° la petite entreprise ou la moyenne entreprise ne la substitue pas à d'autres salariés;

3° la petite entreprise ou la moyenne entreprise l'affecte en son sein à une nouvelle fonction en matière de recherche et d'innovation, pendant une période maximale de 36 mois;

4° à l'issue de cette affectation, la personne a le droit de retourner travailler dans l'entité qui l'avait détachée.

Art. 59. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de recrutement de la personne;

2° les dépenses de personnel relatives à la personne pendant la période de son engagement par la petite entreprise ou la moyenne entreprise;

3° les frais de déplacement de la personne pendant la même période.

Art. 60. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 50.

CHAPITRE IV. — Des subventions aux organismes publics de recherche, aux unités universitaires et aux unités de haute école

Section 1^{re}. — Des subventions portant sur les activités de recherche industrielle

Art. 61. Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle introduit par un ou plusieurs organismes publics de recherche, unités universitaires ou unités de haute école, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention :

1° soit dans le cadre d'un programme thématique de la Région wallonne ayant fait l'objet d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury du programme en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et environnementaux indiqués dans l'appel;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale du projet, si celui-ci, en raison de sa nature, de son ampleur, de son organisation ou de son urgence, ne peut utilement être introduit en réponse à un appel à projets; dans ce cas, le Gouvernement peut procéder à l'évaluation seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Si un ou plusieurs centres de recherche agréés coopèrent à la réalisation du projet, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention visée aux articles 79 à 81. Les articles 62 à 64 ne régissent pas cette subvention.

Art. 62. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2° les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Art. 63. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100.

Art. 64. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Art. 65. Le Gouvernement peut arrêter des modifications aux règles légales, décrétales ou réglementaires qui régissent tout type d'aide à la recherche, au développement et à l'innovation non visé par le présent décret et destiné aux organismes publics de recherche, unités universitaires ou unités de haute école, dans la mesure où ces modifications visent à ce que l'octroi de l'aide n'ait pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet soutenu.

Section 2. — Des subventions portant sur les droits de propriété industrielle

Art. 66. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'une demande d'aide introduite par une ou plusieurs unités universitaires ou unités de haute école pour le dépôt d'une ou plusieurs demandes de brevet, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention portant sur l'obtention et la validation de ce ou ces brevets.

Le Gouvernement peut accorder à une ou plusieurs unités universitaires ou unités de haute école une subvention globale destinée à porter, à concurrence du montant de celle-ci, sur l'obtention et la validation de ses ou leurs futurs dépôts de demandes de brevets. La subvention globale ne couvre que les brevets dont la demande a fait l'objet d'une évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale positive du Gouvernement.

Art. 67. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° tous les coûts antérieurs à l'octroi des droits dans la première juridiction, y compris les coûts d'élaboration, de dépôt et de suivi de la demande, ainsi que les coûts de renouvellement de la demande avant l'octroi des droits;

2° les coûts de traduction et autres liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions;

3° les coûts de défense de la validité des droits dans le cadre du suivi officiel de la ou des demandes et d'éventuelles procédures d'opposition, même si ces frais sont exposés après l'octroi des droits.

Ces dépenses sont admissibles, que les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demandes de brevet aient fait totalement, partiellement ou pas du tout l'objet d'une aide de la Région wallonne ou d'une autre entité.

Art. 68. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100.

Art. 69. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de donner à la Région wallonne des droits sur le ou les brevets délivrés.

Art. 70. Le Gouvernement peut arrêter l'extension des subventions que vise la présente section à d'autres modes de protection de la propriété industrielle.

Section 3. — Des subventions portant sur l'engagement temporaire de personnel

Art. 71. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'un projet d'engagement d'une personne, introduit par une unité universitaire ou une unité de haute école, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur cet engagement si l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

1° la personne est un chercheur que l'unité universitaire ou l'unité de haute école affecte à une nouvelle fonction en matière de recherche industrielle et qu'elle envoie périodiquement effectuer des stages en rapport avec cette fonction au sein d'entreprises disposant d'un haut niveau d'expertise scientifique et technique;

2° la personne dispose d'une grande expérience en matière de propriété intellectuelle et de valorisation de résultats de recherches, et l'unité universitaire ou l'unité de haute école l'affecte à des tâches de protection et de valorisation industrielle et commerciale de résultats de recherches.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} ne peut couvrir plus de 60 mois d'engagement.

Art. 72. Dans le cas de l'engagement d'un chercheur visé à l'article 71, alinéa 1^{er}, 1°, les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel et de fonctionnement propres au chercheur engagé;

2° les coûts de ses missions, de ses formations, de sa documentation spécifique et de ses stages;

3° les frais additionnels supportés du fait de son affectation à des projets de recherche industrielle.

Dans le cas de l'engagement d'une personne visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 2°, les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel et de fonctionnement propres à la personne engagée;

2° les coûts de ses missions, de ses formations, de sa documentation spécifique et de ses stages.

Art. 73. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100.

CHAPITRE V. — Des subventions aux centres de recherche agréés

Section 1^{re}. — De l'agrément des centres de recherche

Art. 74. Le Gouvernement arrête les conditions d'agrément applicables à tout centre de recherche. Ces conditions portent notamment sur :

1° les caractéristiques des activités de recherche à finalité industrielle du centre de recherche;

2° ses activités en matière de guidance technologique, de veille technologique, de transferts de technologies et de conseils technologiques;

3° ses actions en matière d'information sur ses activités;

4° son ou ses sièges d'activités;

5° l'organisation de ses activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises auxquelles il s'adresse;

6° sa situation en matière de normes de management de la qualité et de normes de management environnemental;

7° sa capacité d'autofinancement;

8° sa comptabilité;

9° la présence de représentants d'industrie dans ses organes de gestion et de décision.

Art. 75. Le Gouvernement agréé le centre de recherche qui introduit une demande d'agrément et qui est considéré comme répondant à chacune des conditions d'agrément arrêtées en vertu de l'article 74.

Si seuls un ou certains sièges d'activités du centre de recherche répondent à chacune de ces conditions, le Gouvernement peut limiter l'agrément à ce ou ces sièges d'activités.

Art. 76. Il est institué une Commission d'agrément dont les membres sont des représentants du Gouvernement, des experts extérieurs et des représentants du Conseil économique et social de la Région wallonne. Tous les membres sont nommés pour une durée déterminée.

La Commission d'agrément a pour mission d'élaborer, chaque fois qu'un centre de recherche introduit une demande d'agrément, une proposition motivée dans laquelle elle indique s'il répond ou non à chacune des conditions d'agrément, et dans laquelle elle peut suggérer que l'agrément soit limité à un ou plusieurs des sièges d'activités du centre.

Toute proposition motivée fait l'objet d'une délibération et d'un vote lors d'une réunion de la Commission d'agrément.

Art. 77. Le Gouvernement arrête :

1° la composition de la Commission d'agrément, les modalités de désignation de ses membres et la durée de leur mandat;

2° les modalités de fonctionnement de la Commission d'agrément, notamment quant aux délibérations et aux votes;

3° la procédure de l'agrément du centre de recherche qui le sollicite;

4° la durée et l'évaluation de l'agrément;

5° la procédure de recours contre les décisions de refus ou de retrait d'un agrément.

Il peut arrêter toute mission complémentaire confiée à la Commission d'agrément, pour autant que cette mission relève du soutien, du positionnement ou de l'évaluation des centres de recherche, ou relève des synergies à établir entre ceux-ci.

Section 2. — Des subventions portant sur les activités de recherche industrielle et sur les activités de développement expérimental

Art. 78. Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle ou de développement expérimental introduit par un ou plusieurs centres de recherche agréés, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention :

1° soit dans le cadre d'un programme thématique de la Région wallonne ayant fait l'objet d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury du programme en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et environnementaux indiqués dans l'appel à projets;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale du projet, si celui-ci, en raison de sa nature, de son ampleur, de son organisation ou de son urgence, ne peut utilement être introduit en réponse à un appel à projets; dans ce cas, le Gouvernement peut procéder à l'évaluation seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Si un ou plusieurs organismes publics de recherche, unités universitaires ou unités de haute école coopèrent à la réalisation du projet, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention visée aux articles 62 à 64. Les articles 79 à 81 ne régissent pas cette subvention.

Art. 79. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2° les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Art. 80. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 75.

Art. 81. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Section 3. — Des subventions portant sur les droits de propriété industrielle

Art. 82. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'une demande d'aide introduite par un ou plusieurs centres de recherche agréés, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention portant sur l'obtention et la validation de ce ou ces brevets.

Le Gouvernement peut accorder à un ou plusieurs centres de recherche agréés une subvention globale destinée à porter, à concurrence du montant de celle-ci, sur l'obtention et la validation de ses ou leurs futurs dépôts de demandes de brevets. La subvention globale ne couvre que les brevets dont la demande a fait l'objet d'une évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale positive du Gouvernement.

Art. 83. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° tous les coûts antérieurs à l'octroi des droits dans la première juridiction, y compris les coûts d'élaboration, de dépôt et de suivi de la demande, ainsi que les coûts de renouvellement de la demande avant l'octroi des droits;

2° les coûts de traduction et autres liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions;

3° les coûts de défense de la validité des droits dans le cadre du suivi officiel de la ou des demandes et d'éventuelles procédures d'opposition, même si ces frais sont exposés après l'octroi des droits.

Ces dépenses sont admissibles, que les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demandes de brevet aient fait totalement, partiellement ou pas du tout l'objet d'une aide de la Région wallonne ou d'une autre entité.

Art. 84. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 75.

Art. 85. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de donner à la Région wallonne des droits sur le ou les brevets délivrés.

Art. 86. Le Gouvernement peut arrêter l'extension des subventions que vise la présente section à d'autres modes de protection de la propriété industrielle.

Section 4. — Des subventions portant sur les activités de guidance technologique et sur les activités de veille technologique

Art. 87. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'un projet de guidance technologique ou de veille technologique introduit par un ou plusieurs centres de recherche agréés, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention portant sur la réalisation de ce projet.

Art. 88. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2° les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet;

3° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;

4° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Art. 89. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 75.

Art. 90. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Section 5. — Des subventions portant sur l'engagement temporaire de personnel

Art. 91. Sur la base de son évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale d'une demande d'aide introduite par un centre de recherche agréé pour engager un chercheur qu'il affecte à une nouvelle fonction en matière de recherche industrielle ou de développement expérimental et qu'il envoie périodiquement effectuer des stages en rapport avec cette fonction au sein d'unités universitaires ou d'entités de recherche étrangères, le Gouvernement peut lui accorder une subvention portant sur cet engagement. Cette subvention ne peut couvrir plus de 60 mois d'engagement.

Art. 92. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

- 1° les dépenses de personnel et de fonctionnement propres au chercheur engagé;
- 2° les coûts de ses missions, de ses formations, de sa documentation spécifique et de ses stages;
- 3° les frais additionnels supportés du fait de son affectation à des projets de recherche industrielle ou de développement expérimental.

Art. 93. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 75.

CHAPITRE VI. — Des aides aux partenariats d'innovation technologique

Art. 94. Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle, d'un projet de développement expérimental ou d'un projet de recherche industrielle et de développement expérimental, introduit dans le cadre d'un partenariat d'innovation technologique, le Gouvernement peut accorder des aides :

- 1° soit dans le cadre d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury de l'appel en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et environnementaux indiqués dans l'appel;
- 2° soit dans le cadre d'un appel à projets spécifique dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement;
- 3° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Art. 95. Pour un même projet, le Gouvernement accorde de manière distincte les aides suivantes, dans la mesure où elles ont pour objet :

- 1° soit une subvention globale aux organismes publics de recherche, unités universitaires et unités de haute école qui coopèrent à la réalisation du projet, soit une subvention à l'entité ou à chaque entité de l'un de ces types qui coopère à la réalisation du projet;
- 2° soit une subvention globale aux centres de recherche agréés qui coopèrent à la réalisation du projet, soit une subvention au centre de recherche agréé ou à chaque centre de recherche agréé qui coopère à la réalisation du projet;
- 3° soit une subvention globale aux entreprises qui coopèrent à la réalisation du projet par des activités de recherche industrielle, soit une subvention à l'entreprise ou à chaque entreprise qui coopère à la réalisation du projet par des activités de recherche industrielle;
- 4° soit une aide globale aux entreprises qui coopèrent à la réalisation du projet par des activités de développement expérimental, soit une aide à l'entreprise ou à chaque entreprise qui coopère à la réalisation du projet par des activités de développement expérimental.

Dans le premier cas visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, l'aide globale peut consister soit en une subvention, soit en une avance récupérable, suivant que les entreprises ont sollicité soit l'une, soit l'autre.

Dans le second cas visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, chaque aide peut consister soit en une subvention, soit en une avance récupérable, suivant que l'entreprise visée a sollicité soit l'une, soit l'autre, à moins que le Gouvernement n'impose aux entreprises qui coopèrent à la réalisation du projet par des activités de développement expérimental de solliciter toutes le même type d'aide, en leur laissant le choix entre la subvention et l'avance récupérable.

Art. 96. Les dépenses admissibles couvertes par les aides sont :

- 1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;
- 2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont admissibles;
- 3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;
- 4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;
- 5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Art. 97. L'intensité des subventions aux organismes publics de recherche, unités universitaires et unités de haute école, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100.

Cette intensité est maximale si le projet est retenu dans le cadre d'un appel visé à l'article 94, 2°.

Art. 98. L'intensité des subventions aux centres de recherche agréés, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 75.

Cette intensité est maximale si le projet est retenu dans le cadre d'un appel visé à l'article 94, 2°.

Art. 99. L'intensité des subventions accordées aux entreprises pour leurs activités de recherche industrielle, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 80 pour une petite entreprise;
- 2° 75 pour une moyenne entreprise;
- 3° 65 pour une grande entreprise.

Cette intensité est maximale si le projet est retenu dans le cadre d'un appel visé à l'article 94, 2°.

Art. 100. L'intensité des subventions accordées aux entreprises pour leurs activités de développement expérimental, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 60 pour une petite entreprise;
- 2° 50 pour une moyenne entreprise;
- 3° 40 pour une grande entreprise.

Cette intensité est maximale si le projet est retenu dans le cadre d'un appel visé à l'article 94, 2°.

Art. 101. L'intensité des avances récupérables accordées aux entreprises pour leurs activités de développement expérimental, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 75 pour une petite entreprise;
- 2° 65 pour une moyenne entreprise;
- 3° 55 pour une grande entreprise.

Cette intensité est maximale si le projet est retenu dans le cadre d'un appel visé à l'article 94, 2°.

Art. 102. L'entreprise ou chacune des entreprises auxquelles une avance récupérable a été accordée peut renoncer à exploiter les résultats du projet au cours de la réalisation de celui-ci ou dans les six mois qui suivent la fin de cette réalisation.

L'entreprise est totalement dispensée de rembourser l'avance si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° elle motive sa renonciation, dans un écrit adressé au Gouvernement, en exposant l'échec du projet au regard des objectifs techniques et commerciaux définis dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui la lient à la Région wallonne;

2° elle transfère à la Région wallonne, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits réels sur les résultats du projet.

Si les deux conditions visées à l'alinéa 2 ne sont pas réunies, l'entreprise rembourse à la Région wallonne le montant global reçu au titre de l'avance, sans intérêts.

Art. 103. Si l'entreprise exploite les résultats du projet, elle effectue des remboursements périodiques à la Région wallonne. Le montant global à rembourser est fonction de la réussite du projet par rapport à l'issue favorable définie, notamment en termes d'objectifs commerciaux, dans les dispositions contractuelles relatives au projet qui lient la Région wallonne et l'entreprise. Dans tous les cas, les remboursements sont augmentés d'un intérêt dont le taux est égal au taux de référence fixé par la Commission européenne.

En cas de réussite inférieure à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en une quote-part du montant global reçu au titre de l'avance. Cette quote-part est proportionnelle au degré de divergence par rapport aux objectifs commerciaux correspondant à l'issue favorable.

En cas de réussite conforme à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en le montant global reçu au titre de l'avance.

En cas de réussite supérieure à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en le montant global reçu au titre de l'avance, augmenté d'un intéressement proportionnel au degré de divergence par rapport aux objectifs commerciaux correspondant à l'issue favorable.

Art. 104. En cours d'exploitation des résultats du projet, l'entreprise est dispensée de continuer à rembourser l'avance si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° elle renonce à cette exploitation et en informe le Gouvernement par un écrit dans lequel elle motive sa décision par des raisons objectives;

2° elle transfère à la Région wallonne, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits réels sur les résultats du projet.

Tous les remboursements antérieurs de l'entreprise restent acquis à la Région wallonne et elle reste redevable des montants à rembourser au cours de l'année civile de la renonciation. La dispense visée à l'alinéa 1^{er} prend effet à partir de l'année civile qui suit.

Art. 105. Les modalités des remboursements dans les divers cas de figure visés aux articles 102, 103 et 104 sont précisées dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui lient la Région wallonne et la ou les entreprises, dans le respect des principes en la matière arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 119.

Art. 106. Hormis les cas de transferts de droits visés aux articles 102 et 104, l'octroi des aides que vise le présent chapitre n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

CHAPITRE VII. — *Des subventions portant sur les partenariats internationaux*

Art. 107. Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'un type de subvention portant sur la préparation, le dépôt et la négociation d'un projet de recherche, de développement ou d'innovation qui associe une ou plusieurs entités établies en Wallonie et une ou plusieurs entités établies dans d'autres Etats, et qu'elles déposeraient auprès d'une institution ou d'un organisme international ou supranational afin d'obtenir un financement ou une reconnaissance.

La subvention de ce type peut être accordée aux petites entreprises, aux moyennes entreprises, aux organismes publics de recherche, aux unités universitaires, aux unités de haute école, aux centres de recherche agréés et aux partenariats d'innovation technologique.

Art. 108. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention du type visé à l'article 107 peuvent être plafonnées et ne peuvent en aucun cas excéder les éléments suivants :

1° la rémunération du personnel de l'entité chargé du secrétariat relatif à la préparation, au dépôt et à la négociation du projet, ou la rémunération du personnel extérieur chargé de ce même secrétariat;

2° les autres frais de secrétariat;

3° les frais de traductions effectuées en exécution d'un contrat de services;

4° les frais de prestations en matière juridique effectuées en exécution d'un contrat de services;

5° les frais de déplacement et de missions.

Les dépenses admissibles couvertes par la subvention ne peuvent comporter aucune dépense relative à la réalisation du projet.

Art. 109. Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'un type de subvention consistant en un complément à une aide supranationale ou internationale portant sur la réalisation d'un projet de recherche, de développement ou d'innovation.

La subvention de ce type peut être accordée aux petites entreprises, aux moyennes entreprises, aux organismes publics de recherche, aux unités universitaires, aux unités de haute école, aux centres de recherche agréés et aux partenariats d'innovation technologique. Elle couvre, au maximum, les mêmes dépenses admissibles que l'aide supranationale ou internationale.

CHAPITRE VIII. — *Des subventions portant sur la vulgarisation des sciences, de la recherche et de l'innovation*

Art. 110. Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'un type de subvention pouvant être accordée à toute personne morale et portant sur des projets qui ont pour objet de vulgariser les sciences, la recherche et l'innovation, à destination de publics ciblés ou non, et qui visent :

1° à diffuser une information compréhensible et de qualité portant sur tout domaine de la connaissance scientifique et technique;

2° ou à attirer les jeunes vers les études et les carrières scientifiques et techniques.

La subvention de ce type peut être accordée :

1° soit dans le cadre d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury de l'appel en fonction des critères scientifiques, techniques, pédagogiques, financiers et environnementaux indiqués dans l'appel;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, pédagogique, financière et environnementale du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Art. 111. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention peuvent être :

1° les dépenses de personnel relatives aux membres de la personne morale liés par un contrat de travail ou d'intérim, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2° les coûts des instruments et du matériel nécessaires à la réalisation du projet;

3° les coûts de services d'expertise et de services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet;

6° les frais nécessaires à la publicité du projet.

CHAPITRE IX. — *Des cumuls d'aides et des exclusions*

Art. 112. Aucune dépense admissible que vise le présent décret ne peut être couverte par plus d'une aide que vise le présent décret.

Art. 113. Hormis les dépenses admissibles couvertes par une subvention que visent les articles 110 et 111 :

1° aucune dépense admissible que vise le présent décret ne peut être couverte à la fois par une aide que vise le présent décret et par une aide de la Région wallonne autre que celles que vise le présent décret;

2° aucune dépense admissible que vise le présent décret ne peut être couverte à la fois par une aide que vise le présent décret et par une aide de toute autre entité publique belge.

Art. 114. N'est pas visé par l'article 113 le cumul d'aides qui découle de dispositions légales ou réglementaires belges, d'accords entre entités fédérées belges ou d'accords internationaux ou supranationaux. Dans ce cas, l'ensemble des aides sont prises en considération pour le respect de l'intensité maximale que vise le présent décret, sans préjudice de règles spécifiques en matière d'intensité découlant d'accords internationaux ou supranationaux.

Art. 115. Toute dépense admissible que vise le présent décret peut être couverte à la fois par une aide que vise le présent décret et par une ou plusieurs autres aides accordées par une entité publique étrangère, internationale ou supranationale. Dans ce cas, l'ensemble des aides sont prises en considération pour le respect de l'intensité maximale que vise le présent décret, sans préjudice de règles spécifiques en matière d'intensité découlant d'accords internationaux ou supranationaux.

Art. 116. Aucune des aides que vise le présent décret ne peut être accordée à une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices de l'Union européenne relatives aux aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

CHAPITRE X. — *De la gestion stratégique, de la procédure et de l'évaluation*

Art. 117. Le Gouvernement arrête périodiquement les objectifs stratégiques et les axes prioritaires suivant lesquels les aides que vise le présent décret sont accordées.

Art. 118. Tout jury que vise le présent décret comporte notamment comme membres des représentants du Gouvernement et des experts extérieurs.

Tout classement par un jury que vise le présent décret fait l'objet d'une délibération et d'un vote lors d'une réunion de ce jury.

Art. 119. Pour chaque type d'aide que vise le présent décret, le Gouvernement arrête :

- 1° les modalités d'introduction des demandes d'aide;
- 2° les critères sur la base desquels les demandes d'aide sont évaluées;
- 3° les informations minimales que la Région wallonne diffuse quant à l'ensemble des critères sur la base desquels les demandes d'aide sont évaluées;
- 4° les modalités d'organisation des appels à projets que vise le présent décret;
- 5° les principes de désignation des membres des jurys que vise le présent décret;
- 6° les principes de fonctionnement de ces jurys, notamment quant aux délibérations et aux votes;
- 7° les principes de détermination de "l'issue favorable" au sens des articles 28 et 103;
- 8° les principes de détermination du "risque évident" au sens des articles 46 et 50;
- 9° les modalités suivant lesquelles la ou les entités qui ont introduit une demande d'aide peuvent solliciter la rectification des résultats de son évaluation;
- 10° les modalités des relations entre la Région wallonne et le ou les bénéficiaires d'une aide.

Art. 120. Le Gouvernement arrête les modalités suivant lesquelles est évalué l'effet incitatif :

- 1° de toute aide de plus de 7.500.000 euros visée aux articles 15 à 34, demandée par une petite entreprise ou une moyenne entreprise;
- 2° de toute aide visée aux articles 15 à 34, demandée par une grande entreprise;
- 3° de toute aide visée aux articles 46 à 53.

Art. 121. Le Gouvernement peut arrêter les modalités suivant lesquelles des types d'aide visés aux sections 3, 4, 6, 7, 8 ou 9 du chapitre III sont regroupés dans un type d'aide à compartiments. Ces modalités ne peuvent déroger aux dispositions du présent décret relatives à chacun des types d'aide regroupés.

Art. 122. Toute demande d'aide qui porte sur des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental et qui n'est pas introduite dans le cadre d'un appel à projets est évaluée par un collège qui peut comporter un ou plusieurs experts extérieurs.

Le Gouvernement peut arrêter :

- 1° le montant d'aide en deçà duquel l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application;
- 2° l'application de l'alinéa 1^{er} à d'autres types d'aide que vise le présent décret.

Art. 123. Pour chaque type d'aide que vise le présent décret, le Gouvernement arrête :

- 1° les indicateurs suivant lesquels sont en tout cas évalués les résultats de l'octroi des aides que vise le présent décret, notamment en termes d'adéquation aux objectifs stratégiques et aux axes prioritaires arrêtés par le Gouvernement;
- 2° les modalités suivant lesquelles sont collectés, analysés et diffusés les statistiques et les autres éléments qui constituent la base de ces indicateurs, notamment en collaboration avec l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

Art. 124. Tous les cinq ans, le Gouvernement fait réaliser, par une entité externe à la Région wallonne et aux entités pouvant bénéficier d'une aide que vise le présent décret, une évaluation de la politique menée en exécution de celui-ci. Il communique les résultats de cette évaluation au Parlement wallon.

CHAPITRE XI. — *Du "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation"*

Art. 125. Il est constitué au sein du budget de la Région wallonne un fonds dénommé "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation".

Art. 126. Le Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation est alimenté :

- 1° par les remboursements des avances récupérables que vise le présent décret, à l'exception des avances récupérables accordées à charge des crédits budgétaires relatifs à la politique de l'énergie;
- 2° par toutes les autres sommes versées à la Région wallonne en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution;
- 3° par les sommes versées à la Région wallonne en vertu de décisions judiciaires relatives aux aides que vise le présent décret.

Art. 127. Peuvent être imputées sur le Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation :

- 1° toute aide que vise le présent décret;
- 2° toute opération de la Région wallonne qui contribue significativement au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie.

CHAPITRE XII. — *Secret*

Art. 128. Tout document ou information qu'une entité communique au Gouvernement afin de bénéficier d'une aide que vise le présent décret est secret, au sens de l'article 6, § 2, 2°, du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, pour autant que l'entité indique qu'il présente ce caractère.

Art. 129. Tout document ou information qu'une entité communique au Gouvernement en vertu de ses obligations de bénéficiaire d'une aide que vise le présent décret est secret, au sens de l'article 6, § 2, 2°, du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, pour autant que l'entité indique qu'il présente ce caractère.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions finales*

Art. 130. Le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies est abrogé.

Art. 131. Par dérogation à l'article 130, toute demande d'aide introduite avant le 1^{er} janvier 2008, et relevant du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, est régie par ce dernier décret.

Art. 132. Par dérogation à l'article 130, tout centre de recherche agréé en vertu du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies est considéré comme centre de recherche agréé au sens du présent décret jusqu'à la date de la décision de ne pas l'agréer prise en vertu du présent décret.

Le Gouvernement arrête la date à laquelle l'alinéa 1^{er} cesse d'être applicable.

Art. 133. Le Gouvernement arrête la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 799, (2007-2008), n^{os} 1, 1bis à 5.

Compte rendu intégral, séance publique du 25 juin 2008.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2500

[2008/202676]

**3. JULI 2008 — Dekret über die Unterstützung der Forschung,
der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Regierung" die Wallonische Regierung.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "industrieller Forschung" planmäßiges Forschen oder kritische Untersuchungen zur Gewinnung neuer Kenntnisse und Fertigkeiten mit dem Ziel, neue Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen zu entwickeln oder zur Verwirklichung erheblicher Verbesserungen bei bestehenden Produkten, Verfahren oder Dienstleistungen nutzen zu können. Hierzu zählt auch die Schaffung von Bestandteilen komplexer Systeme, die für die industrielle Forschung und insbesondere die Validierung von technologischen Grundlagen notwendig sind, mit Ausnahme von Prototypen, die unter den Artikel 3 fallen.

Art. 3 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "experimenteller Entwicklung" den Erwerb, die Kombination, die Formung und die Verwendung vorhandener wissenschaftlicher, technologischer, kommerzieller und sonstiger einschlägiger Kenntnisse und Fertigkeiten zur Erarbeitung von Plänen, Vorkehrungen oder Zeichnungen für den Entwurf von neuen, veränderten oder verbesserten Produkten, Verfahren oder Dienstleistungen.

Unter die experimentelle Entwicklung fallen ebenfalls:

1° andere Tätigkeiten zur theoretischen Definition, Planung und Dokumentation neuer Produkte, Verfahren und Dienstleistungen, sowie auch die Erstellung von Entwürfen, Zeichnungen, Plänen und anderem Dokumentationsmaterial, soweit dieses nicht für gewerbliche Zwecke bestimmt ist;

2° die Entwicklung von kommerziell nutzbaren Prototypen und Pilotprojekten, wenn es sich bei dem Prototyp notwendigerweise um das kommerzielle Endprodukt handelt und seine Herstellung allein für Demonstrations- und Auswertungszwecke zu teuer wäre;

3° die experimentelle Produktion und Erprobung von Produkten, Verfahren und Dienstleistungen, soweit sie nicht in industriellen Anwendungen oder kommerziell genutzt oder für solche Zwecke umgewandelt werden können.

Experimentelle Entwicklung umfasst keine routinemäßigen oder regelmäßigen Änderungen an Produkten, Produktionslinien, Produktionsverfahren, bestehenden Dienstleistungen oder anderen laufenden betrieblichen Prozessen, selbst wenn diese Änderungen Verbesserungen darstellen sollten.

Art. 4 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Prozessinnovation" die Umsetzung einer neuen oder wesentlich verbesserten Produktions- oder Liefermethode, einschließlich wesentlicher Änderungen in den Techniken, Ausrüstungen und/oder der Software.

Geringfügige Änderungen oder Verbesserungen, eine Steigerung der Produktions- oder Dienstleistungsfähigkeiten durch die Hinzufügung von Herstellungs- oder Logistiksystemen, die den bereits verwendeten sehr ähnlich sind, die Einstellung der Anwendung eines Prozesses, die einfache Kapitalersetzung oder -erweiterung, Änderungen, die sich ausschließlich aus veränderten Faktorpreisen ergeben, die Kundenausrichtung, regelmäßige jahreszeitliche und sonstige zyklischen Veränderungen, Handel mit neuen oder wesentlich verbesserten Produkten gelten nicht als Innovationen.

Art. 5 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "betrieblicher Innovation" die Umsetzung neuer betrieblicher Verfahren in den Geschäftspraktiken, den Arbeitsabläufen oder Außenbeziehungen eines Unternehmens.

Änderungen in den Geschäftspraktiken, den Arbeitsabläufen oder Außenbeziehungen, die auf bereits in dem Unternehmen bestehenden betrieblichen Praktiken beruhen, Änderungen in der Geschäftsstrategie, Fusionen und Übernahmen, Einstellung eines Arbeitsablaufs, die einfache Ersetzung oder Erweiterung von Kapital, Änderungen, die sich allein aus Veränderungen bei den Faktorpreisen ergeben, Kundenausrichtung, regelmäßige jahreszeitliche und sonstige zyklischen Veränderungen, der Handel mit neuen oder erheblich verbesserten Produkten werden nicht als Innovationen angesehen.

Art. 6 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° "technologische Betreuung": die Tätigkeiten einer Körperschaft, die darin bestehen, für Unternehmen, die ihr wissenschaftliches oder technisches Know-how ersuchen, technologische Auditleistungen in Verbindung mit Verfahren oder Produkten oder Beratungsleistungen zur Orientierung der Unternehmen auf ihre technologischen Kompetenzen oder auf technologische Kompetenzen anderer Körperschaften durchzuführen.

2° "Technologieüberwachung": die Tätigkeiten einer Körperschaft, die darin bestehen, über die in Belgien wie im Ausland in den unter ihre Zuständigkeit fallenden und ein hohes Potenzial an industriellen Innovationen bietenden Bereichen eingetretenen wissenschaftlichen und technischen Fortschritte ständig auf dem Laufenden zu bleiben.

Art. 7 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° "Kleinunternehmen": jedes Unternehmen, das als Handelsgesellschaft gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften gegründet wurde, das, falls nicht anders vorgesehen, mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat und das mit der Definition der Kleinunternehmen oder Mikrounternehmen des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an Klein- und Mittelunternehmen übereinstimmt.

2° "Mittelunternehmen": jedes Unternehmen, das als Handelsgesellschaft gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften gegründet wurde, das, falls nicht anders vorgesehen, mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat und das mit der Definition der Mittelunternehmen des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an Klein- und Mittelunternehmen übereinstimmt.

3° "Großunternehmen": jedes Unternehmen, das als Handelsgesellschaft gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften gegründet wurde, das, falls nicht anders vorgesehen, mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat und weder ein Kleinunternehmen, noch ein Mittelunternehmen ist.

4° "unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe": jedes Großunternehmen, das mit der Definition des Kleinunternehmens oder des Mittelunternehmens übereinstimmen würde, wenn es selbstständig im Sinne des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an Klein- und Mittelunternehmen wäre.

5° "Unternehmen": jedes Klein-, Mittel-, Großunternehmen oder jedes unselbstständige Unternehmen von geringer Größe.

Art. 8 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° "öffentliche Forschungseinrichtung": jede Einrichtung öffentlichen Rechts, die insbesondere die Durchführung von Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung zum Gegenstand hat;

2° "Universitätseinheit": jeder Dienst, jedes Labor, jedes Team oder jede sonstige Körperschaft, der bzw. das bzw. die von einer oder mehreren, von der französischen Gemeinschaft organisierten oder bezuschussten Universitätseinheiten abhängt und der bzw. das bzw. die nicht über eine von dieser oder diesen Einrichtungen getrennte Rechtspersönlichkeit verfügt;

3° "Hochschuleinheit": jeder Dienst, jedes Labor, jedes Team oder jede sonstige Körperschaft mit oder ohne getrennter Rechtspersönlichkeit, der bzw. das bzw. die von einer oder mehreren, in dem Dekret des Rates der französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulunterrichts in den Hochschulen oder in dem Dekret des Rates der französischen Gemeinschaft vom 27. Juni 2005 zur Gründung einer selbstständigen Hochschule erwähnten Hochschulen abhängt.

Art. 9 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "innovativem Jungunternehmen" jedes Kleinunternehmen, dessen Gründung weniger als sechs Jahre zurückliegt und das die eine oder andere der folgenden Bedingungen erfüllt:

1° aus einer von einem externen und unabhängigen Sachverständigen insbesondere auf der Grundlage eines Tätigkeitsplans durchgeführten Bewertung geht hervor, dass der Bezugsberechtigte in absehbarer Zukunft Produkte, Dienstleistungen oder Verfahren entwickeln wird, die technologisch neu oder im Verhältnis zum Stand der Technik in dem betreffenden Wirtschaftszweig innerhalb der Europäischen Gemeinschaft wesentlich verbessert sind und die die Gefahr eines technologischen oder industriellen Misserfolgs aufweisen;

2° seine Ausgaben für Forschung und Entwicklung stellen mindestens 15 % seiner gesamten Betriebsausgaben im Laufe mindestens eines der letzten drei Jahre oder, falls es zu jung ist, um über eine finanzielle Vorgeschichte zu verfügen, des Audits seines laufenden Steuerjahres dar, wobei der Betrag in jedem Fall von einem externen Buchsachverständigen bestätigt wird.

Art. 10 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° "Forschungszentrum": jede Einrichtung, deren Hauptziel die Durchführung von Forschungsarbeiten und Dienstleistungen ist, die zur technologischen und wirtschaftlichen Entwicklung der Wallonie beitragen und die mit keiner der in den Artikeln 8 und 12 erwähnten Definitionen übereinstimmt;

2° "zugelassenes Forschungszentrum": jedes gemäß dem vorliegenden Dekret zugelassene Forschungszentrum.

Art. 11 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Körperschaft außerhalb der Wallonischen Region und außerhalb der Körperschaften, die eine in dem vorliegenden Dekret vorgesehene Beihilfe beanspruchen können":

1° eine Körperschaft, die oder deren Bedienstete in keiner Weise völlig oder teilweise von den Finanzen der föderalen Regierung, der französischen Gemeinschaft und/oder der Wallonischen Region abhängt bzw. abhängen;

2° eine Körperschaft, die oder deren Bedienstete bei der Durchführung der in Artikel 124 des vorliegenden Dekrets erwähnten Bewertung sich, in welcher Weise auch immer, nicht in einer Interessenkonfliktsituation befinden würden.

Art. 12 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "technologischer Innovationspartnerschaft" jede Partnerschaft, die sich auf ein Projekt bezieht und die gleichzeitig:

1° ohne Ausschluss anderer Partner als Mitglieder mindestens mehrere Unternehmen und mehrere Körperschaften vereinigt, die mit einer der in Artikel 8 oder in Artikel 10, 2° erwähnten Definitionen übereinstimmen;

2° hauptsächlich auf die Durchführung oder Koordinierung von Forschungsarbeiten abzielen, die zur wissenschaftlichen, technologischen und wirtschaftlichen Entwicklung der Wallonie beitragen.

Art. 13 - Die Regierung kann Definitionen verabschieden, die die in den Artikeln 2 bis 12 erwähnten Definitionen abändern, insofern die neuen Definitionen eine Anpassung an neue Verordnungen oder Rahmenregelungen der Europäischen Union oder an neue, von der Welthandelsorganisation gesetzte Normen darstellen.

KAPITEL II — *Unterstützungsmethoden für die Forschung, Entwicklung und Innovation*

Art. 14 - Entsprechend den in den nachstehenden Kapiteln erwähnten Modalitäten und im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung:

1° den Unternehmen Zuschüsse für ihre Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung gewähren;

2° den Unternehmen Zuschüsse oder rückforderbare Vorschüsse für ihre Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung gewähren;

3° den Klein- und Mittelunternehmen, sowie den unselbstständigen Unternehmen von geringer Größe Zuschüsse für technische Durchführbarkeitsstudien gewähren;

4° den Klein- und Mittelunternehmen Zuschüsse für ihre gewerblichen Schutzrechte gewähren;

5° den Kleinunternehmen Zuschüsse für innovative Jungunternehmen gewähren;

6° den Klein- und Mittelunternehmen, sowie den unselbstständigen Unternehmen von geringer Größe Zuschüsse für Prozessinnovationen im Bereich der Dienstleistungen gewähren;

7° den Klein- und Mittelunternehmen, sowie den unselbstständigen Unternehmen von geringer Größe Zuschüsse für betriebliche Innovationen im Bereich der Dienstleistungen gewähren;

8° den Klein- und Mittelunternehmen Zuschüsse für Beratungs- und Förderdienstleistungen für Innovation gewähren;

9° den Klein- und Mittelunternehmen Zuschüsse für die zeitweilige Einstellung von Personal gewähren;

10° den öffentlichen Forschungseinrichtungen, den Universitätseinheiten und den Hochschuleinheiten Zuschüsse für ihre Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung gewähren;

11° den Universitätseinheiten und den Hochschuleinheiten Zuschüsse für ihre gewerblichen Schutzrechte gewähren;

12° den Universitätseinheiten und den Hochschuleinheiten Zuschüsse für die zeitweilige Einstellung von Personal gewähren;

13° den zugelassenen Forschungszentren Zuschüsse für ihre Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung und ihre Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung gewähren;

14° den zugelassenen Forschungszentren Zuschüsse für ihre gewerblichen Schutzrechte gewähren;

15° den zugelassenen Forschungszentren Zuschüsse für ihre Tätigkeiten im Bereich der technologischen Betreuung und für ihre Tätigkeiten im Bereich der Technologieüberwachung gewähren;

16° den zugelassenen Forschungszentren Zuschüsse für die zeitweilige Einstellung von Personal gewähren;

17° den technologischen Innovationspartnerschaften Zuschüsse für ihre Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung und Zuschüsse oder rückforderbare Vorschüsse für ihre Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung gewähren;

18° den Klein- und Mittelunternehmen, den öffentlichen Forschungseinrichtungen, den Universitätseinheiten, den Hochschuleinheiten, den zugelassenen Forschungszentren und den technologischen Innovationspartnerschaften Zuschüsse für ihre internationalen Partnerschaften gewähren;

19° den juristischen Personen Zuschüsse für ihre Tätigkeiten zur Förderung oder Verbreitung der Kenntnisse im Bereich der Wissenschaften, der Forschung und der Innovation gewähren.

KAPITEL III — *Zuschüsse und rückforderbare Vorschüsse an die Unternehmen*

Aschnitt 1 — Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung

Art. 15 - Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung, das von einem oder mehreren Unternehmen eingereicht wird, kann die Regierung ihm oder ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines Projektauftrags auf der Grundlage der von dem Aufrufausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung, die die Regierung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.

Art. 16 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für die Durchführung des Projekts benutzt werden; wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer gesamten Lebensdauer für die Durchführung des Projekts benutzt werden, sind lediglich die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;

4° die zusätzlichen Allgemerkosten, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Art. 17 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 70 für ein Kleinunternehmen;

2° 60 für ein Mittelunternehmen;

3° 50 für ein Großunternehmen.

Art. 18 - Die Zuschussintensität kann erhöht werden, wenn die folgenden drei Bedingungen erfüllt sind:

1° das Projekt wird aufgrund einer effektiven Zusammenarbeit zwischen mindestens zwei voneinander unabhängigen Unternehmen durchgeführt, wobei die Weitervergabe von Aufträgen an Nachunternehmer nicht als effektive Zusammenarbeit angesehen wird;

2° keines dieser Unternehmen trägt mehr als 70 % der zulässigen Ausgaben allein;

3° mindestens eines dieser Unternehmen ist ein Klein- oder Mittelunternehmen.

Die erhöhte Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 80 für ein Kleinunternehmen;

2° 70 für ein Mittelunternehmen;

3° 60 für ein Großunternehmen.

Art. 19 - Die Zuschussintensität kann erhöht werden, wenn die folgenden vier Bedingungen erfüllt sind:

1° das Projekt wird aufgrund einer effektiven Zusammenarbeit zwischen mindestens zwei voneinander unabhängigen Unternehmen durchgeführt, wobei die Weitervergabe von Aufträgen an Nachunternehmer nicht als effektive Zusammenarbeit angesehen wird;

2° keines dieser Unternehmen trägt mehr als 70 % der zulässigen Ausgaben des gesamten Projekts allein;

3° mindestens eines dieser Unternehmen, ob es einen Betriebssitz in der Wallonie oder andernorts in Belgien hat oder nicht, führt das Projekt in mindestens einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union als Belgien durch;

4° ein Teil des Projekts, der mindestens der Hälfte der zulässigen Ausgaben des gesamten Projekts entspricht, wird in der Wallonie durchgeführt.

Die erhöhte Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 80 für ein Kleinunternehmen;

2° 70 für ein Mittelunternehmen;

3° 60 für ein Großunternehmen.

Art. 20 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

Aschnitt 2 — Zuschüsse und rückforderbare Vorschüsse für Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung

Art. 21 - Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der experimentellen Entwicklung, das von einem oder mehreren Unternehmen eingereicht wird, kann die Regierung ihm oder ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines Projektauftrags, auf der Grundlage der von dem Aufrufausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung des Projekts, die die Regierung alleine oder mit der Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.

Art. 22 - Die von der Beihilfe gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für die Durchführung des Projekts benutzt werden; wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer gesamten Lebensdauer für die Durchführung des Projekts benutzt werden, sind lediglich die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;

4° die zusätzlichen Allgemerkosten, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Falls Demonstrations- oder Pilotprojekte aus der Tätigkeit im Bereich der experimentellen Entwicklung, auf die sich die Beihilfe bezieht, zu gewerblichen Zwecken benutzt werden, wird jede von einer solchen Benutzung herrührende Einnahme von den zulässigen Ausgaben abgezogen.

Art. 23 - Wenn die Beihilfe von mehreren Unternehmen beantragt wird, kann diese entweder ein Zuschuss oder ein rückforderbarer Vorschuss sein, je nachdem welche Art der Beihilfe die Unternehmen beantragt haben, und zwar wenn die folgenden drei Bedingungen erfüllt sind:

1° das Projekt wird aufgrund einer effektiven Zusammenarbeit zwischen mindestens zwei voneinander unabhängigen Unternehmen durchgeführt, wobei die Weitervergabe von Aufträgen an Nachunternehmer nicht als effektive Zusammenarbeit angesehen wird;

2° keines dieser Unternehmen trägt mehr als 70% der zulässigen Ausgaben allein;

3° mindestens eines dieser Unternehmen ist ein Klein- oder Mittelunternehmen.

Wenn die Beihilfe ein Zuschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen:

1° 60 für ein Kleinunternehmen;

2° 50 für ein Mittelunternehmen;

3° 40 für ein Großunternehmen.

Wenn die Beihilfe ein rückforderbarer Vorschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen:

1° 75 für ein Kleinunternehmen;

2° 65 für ein Mittelunternehmen;

3° 55 für ein Großunternehmen.

Art. 24 - Wenn die Beihilfe von mehreren Unternehmen beantragt wird, kann diese entweder ein Zuschuss oder ein rückforderbarer Vorschuss sein, je nachdem welche Art der Beihilfe die Unternehmen beantragt haben, und zwar wenn die folgenden vier Bedingungen erfüllt sind:

1° das Projekt wird aufgrund einer effektiven Zusammenarbeit zwischen mindestens zwei voneinander unabhängigen Unternehmen durchgeführt, wobei die Weitervergabe von Aufträgen an Nachunternehmer nicht als effektive Zusammenarbeit angesehen wird;

2° keines dieser Unternehmen trägt mehr als 70% der zulässigen Ausgaben des gesamten Projekts allein;

3° mindestens eines dieser Unternehmen, ob es einen Betriebssitz in der Wallonie oder andernorts in Belgien hat oder nicht, führt das Projekt in mindestens einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union als Belgien durch;

4° ein Teil des Projekts, der mindestens der Hälfte der zulässigen Ausgaben des gesamten Projekts entspricht, wird in der Wallonie durchgeführt.

Wenn die Beihilfe ein Zuschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen:

1° 60 für ein Kleinunternehmen;

2° 50 für ein Mittelunternehmen;

3° 40 für ein Großunternehmen.

Wenn die Beihilfe ein rückforderbarer Vorschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen:

1° 75 für ein Kleinunternehmen;

2° 65 für ein Mittelunternehmen;

3° 55 für ein Großunternehmen.

Art. 25 - Wenn abgesehen von den in den Artikeln 23 und 24 erwähnten Fällen die Beihilfe von einem oder mehreren innovativen Jungunternehmen beantragt wird, kann diese entweder ein Zuschuss oder ein rückforderbarer Vorschuss sein, je nachdem welche Art der Beihilfe die innovativen Jungunternehmen beantragt haben.

Wenn die Beihilfe ein Zuschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben bis 45 betragen.

Wenn die Beihilfe ein rückforderbarer Vorschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben bis 60 betragen.

Art. 26 - Abgesehen von den in den Artikeln 23, 24 und 25 erwähnten Fällen ist die Beihilfe ein rückforderbarer Vorschuss.

Seine Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 60 für ein Kleinunternehmen;

2° 50 für ein Mittelunternehmen;

3° 40 für ein Großunternehmen.

Art. 27 - Das Unternehmen oder jedes derjenigen Unternehmen, denen ein rückforderbarer Vorschuss gewährt wurde, kann darauf verzichten, die Ergebnisse des Projekts im Laufe dessen Durchführung oder innerhalb von sechs Monaten nach Ende dieser Durchführung, zu verwerten.

Das Unternehmen wird von der Rückerstattung des Vorschusses völlig freigestellt, wenn die folgenden zwei Bedingungen erfüllt sind:

1° in einem an die Regierung gerichteten Schreiben begründet es seinen Verzicht unter Darlegung des Misserfolgs des Projekts angesichts der technischen und kommerziellen Zielsetzungen in den vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt, die es mit der Wallonischen Region binden;

2° es überträgt der Wallonischen Region oder jeder von letzterer bezeichneten Körperschaft die dinglichen Rechte an den Ergebnissen des Projekts.

Wenn die beiden in Absatz 2 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind, zahlt das Unternehmen der Wallonischen Region den gesamten, als Vorschuss erhaltenen Betrag zinsfrei zurück.

Art. 28 - Wenn das Unternehmen die Ergebnisse des Projekts verwertet, führt es regelmäßige Rückzahlungen an die Wallonische Region durch. Der zurückzuzahlende Gesamtbetrag hängt von dem Erfolg des Projekts im Verhältnis zum günstigen Ergebnis ab, das in den Vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt, die das Unternehmen mit der Wallonischen Region binden, festgelegt ist, insbesondere hinsichtlich der kommerziellen Zielsetzungen. In allen Fällen werden die Rückzahlungen um einen Zins erhöht, dessen Satz dem von der Europäischen Kommission festgelegten Richtsatz entspricht.

Liegt der Erfolg unter dem günstigen Ergebnis, beläuft sich der gesamte zurückzuzahlende Betrag außer Zinsen auf einen Anteil des als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrags. Dieser Anteil steht im Verhältnis zur Abweichung von den kommerziellen Zielsetzungen, die einem günstigen Ergebnis entsprechen.

Entspricht der Erfolg dem günstigen Ergebnis, beläuft sich der gesamte zurückzuzahlende Betrag außer Zinsen auf den als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrag.

Liegt der Erfolg über dem günstigen Ergebnis, beläuft sich der gesamte zurückzuzahlende Betrag außer Zinsen auf den als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrag, zuzüglich einer Beteiligung, die mit der Abweichung von den kommerziellen Zielsetzungen, die einem günstigen Ergebnis entsprechen, im Verhältnis steht.

Art. 29 - Im Laufe der Verwertung der Ergebnisse des Projekts wird das Unternehmen von der weiteren Rückzahlung des Vorschusses freigestellt, wenn die folgenden zwei Bedingungen erfüllt sind:

1° es verzichtet auf diese Verwertung und informiert die Regierung darüber in einem Schreiben, in dem es seinen Beschluss durch objektive Gründe rechtfertigt;

2° es überträgt der Wallonischen Region, oder jeder von letzterer bestimmten Körperschaft, die dinglichen Rechte an den Ergebnissen des Projekts.

Alle vorherigen Rückzahlungen des Unternehmens bleiben im Besitz der Wallonischen Region und das Unternehmen bleibt die Beträge schuldig, die im Laufe des Kalenderjahrs, in dem der Verzicht stattgefunden hat, zurückzuzahlen sind. Die im ersten Absatz angeführte Freistellung wird ab dem darauffolgenden Kalenderjahr wirksam.

Art. 30 - Die Modalitäten für die Rückzahlungen in den verschiedenen Fällen, die in den Artikeln 27, 28 und 29 erwähnt sind, werden in den Vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt festgelegt, die die Wallonische Region mit dem oder den Unternehmen binden, und zwar unter Einhaltung der diesbezüglichen Grundsätze, die von der Regierung kraft Artikel 119 erlassen werden.

Art. 31 - Abgesehen von den in den Artikeln 27 und 29 erwähnten Fällen, in denen die Rechte übertragen werden, bewirkt die Gewährung einer in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Beihilfe nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

Abschnitt 3 — Zuschüsse für technische Durchführbarkeitsstudien

Art. 32 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einem Kleinunternehmen, einem Mittelunternehmen oder einem unselbstständigen Unternehmen von geringer Größe eingereicht wird, um eine technische Durchführbarkeitsstudie vor den Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung durchführen zu lassen, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für diese Studie gewähren.

Art. 33 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind die Kosten für die Dienstleistungen des oder der externen Dienstleistungserbringer, die die Studie durchführen, insofern diese Kosten die marktüblichen Preise nicht übersteigen.

Art. 34 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 75 für ein Klein- oder Mittelunternehmen, wenn die Studie vor Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung erfolgt;

2° 65 für ein unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe, wenn die Studie vor Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung erfolgt;

3° 50 für ein Klein- oder Mittelunternehmen, wenn die Studie vor Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung erfolgt;

4° 40 für ein unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe, wenn die Studie vor Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung erfolgt.

Abschnitt 4 — Zuschüsse für die gewerblichen Schutzrechte

Art. 35 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einem Klein- oder Mittelunternehmen für die Anmeldung eines bzw. mehrerer Patente eingereicht wird, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für den Erhalt und die Validierung dieses bzw. dieser Patente gewähren.

Die Tatsache, dass die Forschungen, aus denen die Ergebnisse bezüglich der Patentanmeldung(en) hervorgehen, vollständig, teilweise oder gar nicht Gegenstand einer Beihilfe der Wallonischen Region oder einer anderen Körperschaft gewesen sind, stellt keine Bedingung für die Gewährung des Zuschusses dar.

Art. 36 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° alle Kosten vor der Gewährung der Rechte am ersten Gerichtsstand, einschließlich der Kosten für die Ausarbeitung, Hinterlegung und Weiterverfolgung der Patentanmeldung, und der Kosten für die Erneuerung der Anmeldung vor der Gewährung der Rechte;

2° Übersetzungs- und sonstige Kosten in Verbindung mit dem Erhalt oder der Validierung der Rechte an anderen Gerichtsständen;

3° die Kosten für die Verteidigung der Gültigkeit der Rechte im Rahmen der offiziellen Bearbeitung der Patentanmeldung(en) und eventueller Einspruchsverfahren, auch wenn diese Kosten erst nach der Gewährung der Rechte ausgelegt werden.

Art. 37 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 70 für ein Kleinunternehmen, wenn die Forschungen, aus denen die Ergebnisse bezüglich der Patentanmeldung(en) hervorgehen, größtenteils in den Bereich der industriellen Forschung fallen;

2° 60 für ein Mittelunternehmen, wenn die Forschungen, aus denen die Ergebnisse bezüglich der Patentanmeldung(en) hervorgehen, größtenteils in den Bereich der industriellen Forschung fallen;

3° 45 für ein Kleinunternehmen, wenn die Forschungen, aus denen die Ergebnisse bezüglich der Patentanmeldung(en) hervorgehen, größtenteils in den Bereich der experimentellen Entwicklung fallen;

4° 35 für ein Mittelunternehmen, wenn die Forschungen, aus denen die Ergebnisse bezüglich der Patentanmeldung(en) hervorgehen, größtenteils in den Bereich der experimentellen Entwicklung fallen.

Art. 38 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region Rechte an dem oder den erteilten Patenten verliehen werden.

Art. 39 - Die Regierung kann die Erweiterung der in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse auf andere Methoden zum Schutz des gewerblichen Eigentums unter Einhaltung der Artikel 36 und 37 erlassen.

Abschnitt 5 — Zuschüsse für innovative Jungunternehmen

Art. 40 - Die Regierung kann einem Unternehmen, das am Datum der Gewährung des Zuschusses ein innovatives Jungunternehmen ist, im Rahmen eines Bewerbungsaufrufs auf der Grundlage der von dem Aufrufausschuss vorgeschlagenen Rangordnung einen Zuschuss gewähren.

Art. 41 - In dem Bewerbungsaufruf werden insbesondere angegeben:

1° der Gegenstand des Aufrufs, der die Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung der Bewerber betrifft;

2° die Modalitäten, nach denen die in Artikel 9 1° erwähnten externen und unabhängigen Sachverständigen oder die in Artikel 9 2° erwähnten externen Buchsachverständigen eingesetzt werden, um zu überprüfen, dass die Bewerber tatsächlich mit der Definition des innovativen Jungunternehmens übereinstimmen;

3° die Kriterien, nach denen der Ausschuss die Bewerbungen vorrangig unter Berücksichtigung der Verwertungs- und Wachstumspotenziale der Tätigkeiten und der diesbezüglichen Leistungsfähigkeiten des Unternehmens bewertet und einordnet;

4° die Intensität des Zuschusses und der Zeitraum innerhalb dessen er die zulässigen Ausgaben deckt.

Art. 42 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 100 betragen.

Art. 43 - Der Zuschuss kann Ausgaben jeder Art decken. Sein Betrag beläuft sich auf höchstens 500.000 Euro.

Art. 44 - Das innovative Jungunternehmen kann nur ein einziges Mal den in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beanspruchen.

Art. 45 - Während den drei Jahren, die auf das Datum der Gewährung des in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschusses an ein innovatives Jungunternehmen folgen, kann die Regierung ihm lediglich Folgendes gewähren:

1° andere in vorliegendem Dekret erwähnte Beihilfen;

2° Beihilfen für die Forschung, Entwicklung und Innovation, die nicht in dem vorliegenden Dekret erwähnt werden und die entweder von der Europäischen Union genehmigt worden sind, oder die Anspruch auf eine Befreiung aufgrund einer europäischen Verordnung haben.

3° Beihilfen für Risikokapital.

Abschnitt 6 — Zuschüsse für die Verfahrensinnovationen im Bereich der Dienstleistungen

Art. 46 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Verfahrensinnovationsprojekts im Bereich der Dienstleistungen, das von einem Klein- oder Mittelunternehmen eingereicht wird, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für die Durchführung dieses Projekts gewähren, wenn die folgenden drei Bedingungen erfüllt sind:

1° die Kosten des Projekts sind festgelegt, das Projekt weist eine eindeutige Gefahr auf und wird von einem identifizierten und qualifizierten Projektleiter geleitet;

2° das Projekt zielt auf die Fertigstellung einer Norm, eines Musters, einer Methodologie oder eines Begriffs im Wirtschaftsbereich ab, die systematisch vervielfältigt werden können, wenn möglich genehmigt und patentiert;

3° die Verfahrensinnovation stellt eine Neuigkeit oder eine wesentliche Verbesserung im Verhältnis zum Stand der Technik in dem betreffenden Wirtschaftszweig innerhalb der Europäischen Gemeinschaft dar, wobei der Neuigkeitscharakter insbesondere durch eine genaue Beschreibung der Innovation im Vergleich zu den fortgeschrittensten, von anderen Unternehmen desselben Wirtschaftszweigs benutzten Verfahren nachgewiesen werden kann.

Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Verfahrensinnovationsprojekts im Bereich der Dienstleistungen, das von einem unselbständigen Unternehmen von geringer Größe eingereicht wird, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für die Durchführung dieses Projekts gewähren, wenn die drei in Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt sind und wenn außerdem das Projekt entweder in Zusammenarbeit mit einem Klein- oder Mittelunternehmen, das mindestens 30% der zulässigen Ausgaben trägt, oder in Zusammenarbeit mit mehreren Klein- oder Mittelunternehmen, die im ganzen mindestens 30% der zulässigen Ausgaben tragen, durchgeführt wird.

Art. 47 - Die von dem Zuschuss gedeckten zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für die Durchführung des Projekts benutzt werden; wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer ganzen Lebensdauer für die Durchführung des Projekts benutzt werden, sind lediglich die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen, und in Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;

4° die zusätzlichen Allgemerkosten, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Art. 48 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

- 1° 35 für ein Kleinunternehmen;
- 2° 25 für ein Mittelunternehmen;
- 3° 15 für ein unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe.

Art. 49 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

Abschnitt 7 — Zuschüsse für die betrieblichen Innovationen im Bereich der Dienstleistungen

Art. 50 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Projekts betrieblicher Innovation im Bereich der Dienstleistungen, das von einem Klein- oder Mittelunternehmen eingereicht wird, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für die Durchführung dieses Projekts gewähren, wenn die folgenden vier Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die Kosten des Projekts sind festgelegt, das Projekt weist eine eindeutige Gefahr auf und wird von einem identifizierten und qualifizierten Projektleiter geleitet;
- 2° das Projekt betrifft eine Innovation in Verbindung mit der Benutzung und Verwertung von Informations- und Kommunikationstechniken, um die Organisation zu verbessern;
- 3° das Projekt zielt auf die Fertigstellung einer Norm, eines Musters, einer Methodologie oder eines Begriffs im Wirtschaftsbereich ab, die systematisch vervielfältigt werden können, wenn möglich genehmigt und patentiert;
- 4° die betriebliche Innovation stellt eine Neuigkeit oder eine wesentliche Verbesserung im Verhältnis zum Stand der Technik in dem betreffenden Wirtschaftszweig innerhalb der Europäischen Gemeinschaft dar, wobei der Neuigkeitscharakter insbesondere durch eine genaue Beschreibung der Innovation im Vergleich zu den fortgeschrittensten, von anderen Unternehmen desselben Wirtschaftszweigs benutzten Verfahren nachgewiesen werden kann.

Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Projekts betrieblicher Innovation im Bereich der Dienstleistungen, das von einem unselbstständigen Unternehmen von geringer Größe eingereicht wird, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für die Durchführung dieses Projekts gewähren, wenn die vier in Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt sind und wenn außerdem das Projekt entweder in Zusammenarbeit mit einem Klein- oder Mittelunternehmen, das mindestens 30% der zulässigen Ausgaben trägt, oder in Zusammenarbeit mit mehreren Klein- oder Mittelunternehmen, die im ganzen mindestens 30 der zulässigen Ausgaben tragen, durchgeführt wird.

Art. 51 - Die von dem Zuschuss gedeckten zulässigen Ausgaben sind:

- 1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;
- 2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für die Durchführung des Projekts benutzt werden; wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer gesamten Lebensdauer für die Durchführung des Projekts benutzt werden, sind lediglich die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden;
- 3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;
- 4° die zusätzlichen Allgemeinkosten, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;
- 5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Art. 52 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

- 1° 35 für ein Kleinunternehmen;
- 2° 25 für ein Mittelunternehmen;
- 3° 15 für ein unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe.

Art. 53 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

Abschnitt 8 — Zuschüsse für die Beratungs- und Förderdienstleistungen für Innovation

Art. 54 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einem Klein- oder Mittelunternehmen eingereicht wird, um auf Beratungs- und Förderdienstleistungen für Innovation zurückzugreifen, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für die Durchführung dieser Dienstleistungen gewähren.

Art. 55 - Die von dem Zuschuss gedeckten zulässigen Ausgaben sind die Kosten für die Dienstleistungen des oder der externen Dienstleistungserbringer, die sie durchführen. Diese Dienstleistungen können bestehen aus:

- 1° Beratung bei der Verwaltung der technologischen Innovation, Beratung in Bezug auf die Beachtung von Normen, Beratung bei der technologischen Unterstützung, des Technologietransfers, der Schulung oder Beratung für den Erwerb, den Schutz und den Handel von geistigen Schutzrechten und für Lizenzverträge;
- 2° Konsultationen von Datenbanken, Konsultationen von technischen Bibliotheken, Marktstudien, der Verwendung von Laboratorien und Gütezeichen, Test- und Zertifizierungsleistungen.

Die zulässigen Ausgaben beschränken sich auf die Kosten, die den marktüblichen Preisen entsprechen oder, wenn der Dienstleistungserbringer eine Körperschaft ohne Erwerbzzweck ist, die den Preisen entsprechen, die die um eine vernünftige Marge erhöhten Kosten dieses Dienstleistungserbringers widerspiegeln.

Art. 56 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 75 betragen.

Art. 57 - Auf einen Zeitraum von 36 Monaten hinaus kann ein selbes Klein- oder Mittelunternehmen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Zuschüsse innerhalb der Grenzen eines Gesamtbetrags von 200.000 Euro beanspruchen.

Abschnitt 9 — Zuschüsse für die zeitweilige Einstellung von Personal

Art. 58 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einem Klein- oder Mittelunternehmen für die Einstellung einer Person eingereicht wird, die über eine hohe Qualifikation im Bereich der Forschung und Innovation verfügt, kann die Regierung ihm einen Zuschuss für diese Einstellung gewähren, wenn die folgenden vier Bedingungen erfüllt sind:

1° die Person wird von einem Großunternehmen, einer öffentlichen Forschungseinrichtung, einer Universitätseinheit, einer Hochschuleinheit oder einem Forschungszentrum entsandt, nachdem sie dort mindestens 24 Monate gearbeitet hat;

2° das Klein- oder Mittelunternehmen setzt sie nicht an die Stelle anderer Gehaltsempfänger;

3° das Klein- oder Mittelunternehmen setzt sie in seiner Mitte für eine neue Funktion im Bereich der Forschung und Innovation ein, und zwar für einen Zeitraum von höchstens 36 Monaten;

4° nach Ende dieses Einsatzes ist die Person berechtigt, wieder in der Körperschaft zu arbeiten, die sie entsandt hat.

Art. 59 - Die von dem Zuschuss gedeckten zulässigen Ausgaben sind:

1° die Ausgaben für die Anwerbung dieser Person;

2° die Personalausgaben bezüglich der Person während des Zeitraums ihrer Einstellung durch das Klein- oder Mittelunternehmen;

3° die Fahrtkosten der Person während desselben Zeitraums.

Art. 60 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 50 betragen.

*KAPITEL IV — Zuschüsse an die öffentlichen Forschungseinrichtungen,
Universitätseinheiten und Hochschuleinheiten*

Abschnitt 1 — Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung

Art. 61 - Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung, das von einer bzw. mehreren öffentlichen Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten oder Hochschuleinheiten eingereicht wird, kann die Regierung ihr bzw. ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines thematischen Programms der Wallonischen Region, das Gegenstand eines Projektauftrags gewesen ist, auf der Grundlage der von dem Programmausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung des Projekts, wenn dieses wegen seiner Eigenart, seines Umfangs, seiner Organisation oder seiner Dringlichkeit nicht auf nützliche Weise als Antwort auf einen Projektauftrag eingereicht werden kann; in diesem Fall kann die Regierung die Bewertung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen.

Wenn ein bzw. mehrere zugelassene Forschungszentren bei der Umsetzung des Projekts zusammenarbeiten, kann die Regierung diesem bzw. diesen Zentren einen in den Artikeln 79 bis 81 angeführten Zuschuss gewähren. Für diesen Zuschuss sind die Artikel 62 bis 64 nicht anwendbar.

Art. 62 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Projekts benutzt werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich zur Durchführung des Projekts benutzt werden;

4° zusätzliche Allgemerkosten, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

Art. 63 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 100 betragen.

Art. 64 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

Art. 65 - Die Regierung kann Abänderungen der gesetzlichen, dekretalen oder verordnungsmäßigen Regeln verabschieden, die auf alle Arten der Beihilfe für die Forschung, Entwicklung und Innovation anwendbar und in vorliegendem Dekret nicht angeführt sind, die für öffentliche Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten oder Hochschuleinheiten bestimmt ist, insofern diese Abänderungen darauf abzielen, dass die Gewährung der Beihilfe nicht bewirkt, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Ergebnissen des unterstützten Projekts verliehen werden.

Abschnitt 2 — Zuschüsse für die gewerblichen Schutzrechte

Art. 66 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einer bzw. mehreren Universitätseinheiten oder Hochschuleinheiten für die Anmeldung eines bzw. mehrerer Patente eingereicht wird, kann die Regierung dieser bzw. diesen Einrichtungen einen Zuschuss für den Erhalt und die Validierung dieses bzw. dieser Patente gewähren.

Die Regierung kann einer bzw. mehreren Universitätseinheiten oder Hochschuleinheiten einen Gesamtzuschuss gewähren, der dazu bestimmt ist, den Erhalt und die Validierung ihrer künftigen Patentanmeldungen zu decken und dessen Höchstbetrag die Kosten dafür entspricht. Der Gesamtzuschuss deckt nur die Patente, deren Anmeldung Gegenstand einer günstigen wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung seitens der Regierung gewesen ist.

Art. 67 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° alle Kosten vor der Gewährung der Rechte am ersten Gerichtsstand, einschließlich der Kosten für die Ausarbeitung, Hinterlegung und Weiterverfolgung der Patentanmeldung, sowie die Kosten für die Erneuerung der Anmeldung vor der Gewährung der Rechte;

2° Übersetzungs- und sonstige Kosten in Verbindung mit dem Erhalt oder der Validierung der Rechte an anderen Gerichtsständen;

3° die Kosten für die Verteidigung der Gültigkeit der Rechte im Rahmen der offiziellen Bearbeitung der Patentanmeldung(en) und eventueller Einspruchsverfahren, auch wenn diese Kosten erst nach der Gewährung der Rechte ausgelegt werden.

Diese Ausgaben sind zulässig, ob die Forschungen, die die Ergebnisse veranlassen haben, auf die sich die Patentanmeldung bzw. Patentanmeldungen beziehen, vollständig, teilweise oder nicht Gegenstand einer Beihilfe der Wallonischen Region oder einer anderen Körperschaft gewesen sind.

Art. 68 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 100 betragen.

Art. 69 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region Rechte an dem oder den erteilten Patenten verliehen werden.

Art. 70 - Die Regierung kann beschließen, in wie weit die Zuschüsse im Sinne vorliegenden Abschnitts auf andere Arten des gewerblichen Eigentums erweitert werden können.

Abschnitt 3 — Zuschüsse für die zeitweilige Einstellung von Personal

Art. 71 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Projekts betreffend die Einstellung einer Person, das von einer Universitätseinheit oder einer Hochschuleinheit eingereicht wird, kann die Regierung letzterer einen Zuschuss für diese Einstellung gewähren, wenn eine der folgenden Bedingungen erfüllt wird:

1° die Person ist ein Forscher, der von der Universitätseinheit oder Hochschuleinheit einer neuen Funktion in der industriellen Forschung zugewiesen wird, und von letzterer regelmäßig gesandt wird, um Praktika in Verbindung mit dieser Funktion in Unternehmen zu absolvieren, die über ein hohes wissenschaftliches und technisches Know-how verfügen;

2° die Person verfügt über eine große Erfahrung in Sachen geistiges Eigentum und Verwertung von Forschungsergebnissen, und die Universitätseinheit bzw. Hochschuleinheit setzt diese Person für Aufgaben im Bereich des Schutzes und der gewerblichen und kommerziellen Verwertung von Forschungsergebnissen ein.

Der in Absatz 1 erwähnte Zuschuss kann nicht mehr als 60 Monate Beschäftigung decken.

Art. 72 - Im Falle der Einstellung eines Forschers im Sinne von Artikel 71, Absatz 1, 1°, sind die zulässigen, vom Zuschuss gedeckten Kosten:

1° die Personal- und Betriebskosten, die den eingestellten Forscher betreffen;

2° die Kosten für seine Dienstaufträge, Ausbildungen, spezifische Dokumentation und Praktika;

3° die zusätzlichen Kosten, die wegen der Tatsache ausgelegt worden sind, dass dieser Forscher industriellen Forschungsprojekten zugewiesen wird.

Im Falle der Einstellung einer Person im Sinne von Artikel 71, Absatz 1, 2°, sind die zulässigen, vom Zuschuss gedeckten Kosten:

1° die Personal- und Betriebskosten, die die eingestellte Person betreffen;

2° die Kosten für ihre Dienstaufträge, Ausbildungen, spezifische Dokumentation und Praktika;

Art. 73 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 100 betragen.

KAPITEL V — Zuschüsse an die zugelassenen Forschungszentren

Aschnitt 1 — Die Zulassung der Forschungszentren

Art. 74 - Die Regierung legt die Bedingungen für die Zulassung fest, die auf alle Forschungszentren anwendbar sind. Diese Bedingungen betreffen insbesondere:

1° die Merkmale der Tätigkeiten des Forschungszentrums im Bereich der Forschung mit industrieller Zweckbestimmung;

2° seine Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung, der Technologieüberwachung, der Technologieübertragung und der technologischen Beratung;

3° seine Aktionen im Bereich der Information über seine Aktivitäten;

4° seinen oder seine Betriebssitze;

5° die Organisation seiner Tätigkeiten auf der Grundlage der Bedürfnisse und der Typologie der Unternehmen, an die sich das Zentrum wendet;

6° seine Lage hinsichtlich der Normen für das Qualitätsmanagement und für das Umweltmanagement;

7° seine Selbstfinanzierungskapazität;

8° seine Buchhaltung;

9° die Anwesenheit von Vertretern der Industrie in den Verwaltungs- und Beschlussfassungsorganen.

Art. 75 - Die Regierung lässt das Forschungszentrum zu, das einen Zulassungsantrag einreicht, und von dem ausgegangen wird, dass es jeder der kraft Artikel 74 festgelegten Zulassungsbedingungen genügt.

Wenn nur ein oder einige Betriebssitze des Forschungszentrums jeder dieser Bedingungen genügen, kann die Regierung die Zulassung auf diesen bzw. diese Betriebssitze beschränken.

Art. 76 - Es wird ein Zulassungsausschuss eingerichtet, dessen Mitglieder Vertreter der Regierung, externe Sachverständige und Vertreter des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region sind. Die gesamten Mitglieder werden für eine bestimmte Dauer ernannt.

Der Zulassungsausschuss hat zur Aufgabe, jedes Mal wenn ein Forschungszentrum einen Zulassungsantrag einreicht, einen begründeten Vorschlag auszuarbeiten, in dem er angibt, ob das Zentrum jeder der Zulassungsbedingungen genügt oder nicht, und in dem er vorschlagen kann, dass die Zulassung auf einen oder einige Betriebssitze des Zentrums beschränkt wird.

Jeder begründete Vorschlag ist Gegenstand einer Beratung und einer Abstimmung während einer Versammlung des Zulassungsausschusses.

Art. 77 - Die Regierung bestimmt:

- 1° die Zusammensetzung des Zulassungsausschusses, die Modalitäten für die Bestimmung jedes seiner Mitglieder und die Dauer ihres Mandats;
- 2° die Modalitäten für die Arbeitsweise des Zulassungsausschusses, insbesondere was die Beratungen und Abstimmungen betrifft;
- 3° das Verfahren für die Zulassung des Forschungszentrums, das diese Zulassung beantragt;
- 4° die Dauer und die Bewertung der Zulassung;
- 5° das Verfahren für das Einreichen von Einsprüchen gegen Beschlüsse zur Ablehnung oder Zurückziehung von Zulassungen.

Sie kann weitere, dem Zulassungsausschuss anvertraute Aufgaben festlegen, insofern diese Aufgaben im Rahmen der Unterstützung, Positionierung oder Bewertung von Forschungszentren stattfinden oder mit Synergien zusammenhängen, die zwischen diesen Zentren herzustellen sind.

Abschnitt 2 — Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung und der experimentellen Entwicklung

Art. 78 - Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung, das von einem bzw. mehreren zugelassenen Forschungszentren eingereicht wird, kann die Regierung ihm bzw. ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines thematischen Programms der Wallonischen Region, das Gegenstand eines Projektauftrags gewesen ist, auf der Grundlage der von dem Programmausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung des Projekts, wenn dieses wegen seiner Eigenart, seines Umfangs, seiner Organisation oder seiner Dringlichkeit nicht auf nützliche Weise als Antwort auf einen Projektauftrag eingereicht werden kann; in diesem Fall kann die Regierung die Bewertung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen.

Wenn eine oder mehrere öffentliche Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten oder Hochschuleinheiten bei der Umsetzung des Projekts zusammenarbeiten, kann die Regierung ihr bzw. ihnen einen in den Artikeln 62 bis 64 angeführten Zuschuss gewähren. Für diesen Zuschuss sind die Artikel 79 bis 81 nicht anwendbar.

Art. 79 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

- 1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;
- 2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Projekts benutzt werden;
- 3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;
- 4° zusätzliche Allgemerkosten, die in Zusammenhang mit der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;
- 5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Art. 80 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 75 betragen.

Art. 81 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

Abschnitt 3 — Zuschüsse für die gewerblichen Schutzrechte

Art. 82 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einem bzw. mehreren zugelassenen Forschungszentren eingereicht wird, kann die Regierung ihm bzw. ihnen einen Zuschuss für den Erhalt und die Validierung dieses bzw. dieser Patente gewähren.

Die Regierung kann einem bzw. mehreren zugelassenen Forschungszentren einen Gesamtzuschuss gewähren, der dazu bestimmt ist, den Erhalt und die Validierung seiner bzw. ihrer künftigen Patentanmeldungen zu betreffen und dessen Höchstbetrag die Kosten dafür entspricht. Der Gesamtzuschuss deckt nur die Patente, deren Anmeldung Gegenstand einer günstigen wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung seitens der Regierung gewesen ist.

Art. 83 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

- 1° alle Kosten vor der Gewährung der Rechte am ersten Gerichtsstand, einschließlich der Kosten für die Ausarbeitung, Hinterlegung und Weiterverfolgung der Patentanmeldung, sowie Kosten für die Erneuerung der Anmeldung vor der Gewährung der Rechte;
- 2° Übersetzungs- und sonstige Kosten in Verbindung mit dem Erhalt oder der Validierung der Rechte an anderen Gerichtsständen;
- 3° die Kosten für die Verteidigung der Gültigkeit der Rechte im Rahmen der offiziellen Bearbeitung der Patentanmeldung(en) und eventueller Einspruchsverfahren, auch wenn diese Kosten erst nach der Gewährung der Rechte ausgelegt werden.

Diese Ausgaben sind zulässig, ob die Forschungen, die die Ergebnisse veranlassen haben, auf die sich die Patentanmeldung bzw. Patentanmeldungen beziehen, vollständig, teilweise oder nicht Gegenstand einer Beihilfe der Wallonischen Region oder einer anderen Körperschaft gewesen sind.

Art. 84 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 75 betragen.

Art. 85 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region Rechte an dem oder den erteilten Patenten verliehen werden.

Art. 86 - Die Regierung kann beschließen, in wie weit die Zuschüsse im Sinne vorliegenden Abschnitts auf andere Arten des gewerblichen Eigentums erweitert werden können.

Abschnitt 4 — Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der technologischen Betreuung und der Technologieüberwachung

Art. 87 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Projekts im Bereich der technologischen Betreuung oder der Technologieüberwachung, das von einem oder mehreren zugelassenen Forschungszentren eingereicht wird, kann die Regierung ihm bzw. ihnen einen Zuschuss für die Durchführung dieses Projekts gewähren.

Art. 88 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Projekts benutzt werden;

3° zusätzliche Allgemerkosten, die in Zusammenhang mit der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

4° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Art. 89 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 75 betragen.

Art. 90 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

Abschnitt 5 — Zuschüsse für die zeitweilige Einstellung von Personal

Art. 91 - Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einem zugelassenen Forschungszentrum eingereicht wird, um einen Forscher einzustellen, dem das Zentrum eine neue Funktion im Bereich der industriellen Forschung oder experimentellen Entwicklung zuweist, und der regelmäßig vom Zentrum gesandt wird, um Praktika in Verbindung mit dieser Funktion in ausländischen Universitätseinheiten oder Forschungsstellen zu absolvieren, kann die Regierung ihm bzw. ihnen einen Zuschuss für diese Einstellung gewähren. Dieser Zuschuss kann nicht mehr als 60 Monate Beschäftigung decken.

Art. 92 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personal- und Betriebskosten, die den eingestellten Forscher betreffen;

2° die Kosten für seine Dienstaufträge, Ausbildungen, spezifische Dokumentation und Praktika;

3° die zusätzlichen Kosten, die wegen der Tatsache ausgelegt worden sind, dass dieser Forscher Projekten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung zugewiesen wird.

Art. 93 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 75 betragen.

KAPITEL VI — Beihilfen für die Partnerschaften für die technologische Innovation

Art. 94 - Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung, der experimentellen Entwicklung, oder der industriellen Forschung und experimentellen Entwicklung, das im Rahmen einer Partnerschaft für die technologische Innovation eingereicht wird, kann die Regierung Beihilfen gewähren:

1° entweder im Rahmen eines Projektauftrags, auf der Grundlage der von dem Aufrufausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder im Rahmen eines spezifischen Projektauftrags, dessen Modalitäten von der Regierung festgelegt werden;

3° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung des Projekts, die die Regierung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.

Art. 95 - Für ein selbes Projekt gewährt die Regierung auf getrennte Weise die folgenden Beihilfen, insofern sie Folgendes betreffen:

1° entweder einen gesamten Zuschuss an die öffentlichen Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten und Hochschuleinheiten, die an der Durchführung des Projekts mitwirken, oder aber einen Zuschuss an die Körperschaft oder an jede Körperschaft einer dieser Kategorien, die an der Durchführung des Projekts mitwirkt;

2° oder einen gesamten Zuschuss an die zugelassenen Forschungszentren, die an der Durchführung des Projekts mitwirken, oder aber einen Zuschuss an das zugelassene Forschungszentrum oder an jedes zugelassene Forschungszentrum, das an der Durchführung des Projekts mitwirkt;

3° oder einen gesamten Zuschuss an die Unternehmen, die durch Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung an der Durchführung des Projekts mitwirken, oder aber einen Zuschuss an das Unternehmen oder jedes Unternehmen, das durch Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung an der Durchführung des Projekts mitwirkt;

4° oder einen gesamten Zuschuss an die Unternehmen, die durch Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung an der Durchführung des Projekts mitwirken, oder aber einen Zuschuss an das Unternehmen oder jedes Unternehmen, das durch Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung an der Durchführung des Projekts mitwirkt;

In dem ersten Fall gemäß dem 1. Absatz, Punkt 4° kann die gesamte Beihilfe entweder ein Zuschuss oder ein rückforderbarer Vorschuss sein, je nachdem welche Art der Beihilfe die Unternehmen beantragt haben.

In dem zweiten Falle gemäß dem 1. Absatz, Punkt 4° kann jede Beihilfe entweder ein Zuschuss oder ein rückforderbarer Vorschuss sein, je nachdem welche Art der Beihilfe das betroffene Unternehmen beantragt hat, es sein denn die Regierung zwingt alle Unternehmen, die durch Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung an der Durchführung des Projekts mitwirken, dazu, die gleiche Kategorie der Beihilfe zu beantragen, indem sie zwischen dem Zuschuss oder dem rückforderbaren Vorschuss wählen müssen.

Art. 96 - Die von den Beihilfen gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für die Durchführung des Projekts benutzt werden; wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer ganzen Lebensdauer für die Durchführung des Projekts benutzt werden, sind nur die Amortisationskosten, die der Dauer des Projekts entsprechen, und in Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden, zulässig;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;

4° zusätzliche Allgemerkosten, die in Zusammenhang mit der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Art. 97 - Die Intensität der Zuschüsse zugunsten der öffentlichen Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten und Hochschuleinheiten, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 100 betragen.

Die maximale Zuschussintensität wird angewandt, wenn das Projekt im Rahmen eines Aufrufs nach Artikel 94 2° festgehalten wird.

Art. 98 - Die Intensität der Zuschüsse zugunsten der zugelassenen Forschungszentren, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 75 betragen.

Die maximale Zuschussintensität wird angewandt, wenn das Projekt im Rahmen eines Aufrufs nach Artikel 94 2° festgehalten wird.

Art. 99 - Die Intensität der Zuschüsse zugunsten der Unternehmen für deren Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis folgende Prozentsätze betragen:

1° 80 für ein Kleinunternehmen;

2° 75 für ein Mittelunternehmen;

3° 65 für ein Großunternehmen.

Die maximale Zuschussintensität wird angewandt, wenn das Projekt im Rahmen eines Aufrufs nach Artikel 94 2° festgehalten wird.

Art. 100 - Die Intensität der Zuschüsse zugunsten der Unternehmen für deren Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis folgende Prozentsätze betragen:

1° 60 für ein Kleinunternehmen;

2° 50 für ein Mittelunternehmen;

3° 40 für ein Großunternehmen.

Die maximale Intensität wird angewandt, wenn das Projekt im Rahmen eines Aufrufs nach Artikel 94 2° festgehalten wird.

Art. 101 - Die Intensität der rückforderbaren Vorschüsse zugunsten der Unternehmen für deren Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 75 für ein Kleinunternehmen;

2° 65 für ein Mittelunternehmen;

3° 55 für ein Großunternehmen.

Die maximale Intensität wird angewandt, wenn das Projekt im Rahmen eines Aufrufs nach Artikel 94 2° festgehalten wird.

Art. 102 - Das Unternehmen oder jedes der Unternehmen, denen ein rückforderbarer Vorschuss gewährt worden ist, kann darauf verzichten, die Ergebnisse des Projekts im Laufe dessen Durchführung oder binnen sechs Monaten nach dem Ende dieser Durchführung, zu verwerten.

Das Unternehmen wird ganz von der Pflicht befreit, den Vorschuss zurückzuzahlen, wenn die beiden nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° in einem an die Regierung gerichteten Schreiben begründet es seinen Verzicht unter Darlegung des Misserfolgs des Projekts angesichts der technischen und kommerziellen Zielsetzungen in den vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt, die es mit der Wallonischen Region binden;

2° es überträgt der Wallonischen Region oder jeder von letzter bestimmten Körperschaft die dinglichen Rechte an den Ergebnissen des Projekts.

Wenn beide im 2. Absatz angegebenen Bedingungen nicht erfüllt sind, zahlt das Unternehmen der Wallonischen Region den gesamten Betrag ohne Zinsen zurück, den es als Vorschuss erhalten hat.

Art. 103 - Wenn das Unternehmen die Ergebnisse des Projekts verwertet, führt es regelmäßige Rückzahlungen an die Wallonische Region durch. Der zurückzuzahlende Gesamtbetrag hängt von dem Erfolg des Projekts im Verhältnis zum günstigen Ergebnis ab, das in den vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt, die das Unternehmen mit der Wallonischen Region binden, festgelegt ist, insbesondere hinsichtlich der kommerziellen Zielsetzungen. In allen Fällen werden die Rückzahlungen um einen Zins erhöht, dessen Satz mit dem von der Europäischen Kommission festgelegten Richtsatz gleich ist.

Liegt der Erfolg unter dem günstigen Ergebnis, beläuft sich der zurückzuzahlende Gesamtbetrag außer Zinsen auf einen Anteil des als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrags. Dieser Anteil steht im Verhältnis zur Abweichung von den kommerziellen Zielsetzungen, die einem günstigen Ergebnis entsprechen.

Entspricht der Erfolg dem günstigen Ergebnis, so beläuft sich der zurückzuzahlende Gesamtbetrag außer Zinsen auf den als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrag.

Liegt der Erfolg über dem günstigen Ergebnis, so beläuft sich der zurückzuzahlende Gesamtbetrag außer Zinsen auf den als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrag, zuzüglich einer Beteiligung, die mit der Abweichung von den kommerziellen Zielsetzungen, die einem günstigen Ergebnis entsprechen, im Verhältnis steht.

Art. 104 - Während der Verwertung der Ergebnisse des Projekts wird das Unternehmen von der weiteren Rückzahlung des Vorschusses freigestellt, wenn die folgenden zwei Bedingungen erfüllt sind:

1° es verzichtet auf diese Verwertung, und informiert die Regierung darüber in einem Schreiben, in dem es seinen Beschluss durch objektive Gründe rechtfertigt;

2° es überträgt der Wallonischen Region, oder jeder von letzterer bestimmten Körperschaft, die dinglichen Rechte an den Ergebnissen des Projekts.

Alle vorherigen Rückzahlungen des Unternehmens bleiben im Besitz der Wallonischen Region und das Unternehmen bleibt die Beträge schuldig, die im Laufe des Kalenderjahrs, in dem der Verzicht stattgefunden hat, zurückzuzahlen sind. Die im ersten Absatz angeführte Freistellung wird ab dem darauffolgenden Kalenderjahr wirksam.

Art. 105 - Die Modalitäten für die Rückzahlungen in den verschiedenen Fällen, die in den Artikeln 102, 103 und 104 erwähnt sind, werden in den vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt festgelegt, die die Wallonische Region mit dem oder den Unternehmen binden, unter zwar Einhaltung der diesbezüglichen Grundsätze, die von der Regierung kraft Artikel 119 erlassen werden.

Art. 106 - Abgesehen von den in den Artikeln 102 und 104 erwähnten Fällen, in denen die Rechte übertragen werden, bewirkt die Gewährung der in vorliegendem Kapitel erwähnten Beihilfen nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

KAPITEL VII — *Zuschüsse für internationale Partnerschaften*

Art. 107 - Die Regierung kann die Modalitäten für eine Art von Zuschuss festlegen, der die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung eines Forschungs-, Entwicklungs- oder Innovationsprojekts betrifft, an dem eine oder mehrere in der Wallonie niedergelassene Körperschaften und eine oder mehrere in anderen Staaten niedergelassene Körperschaft teilhaben, und das sie bei einer internationalen oder übernationalen Einrichtung oder einem internationalen oder übernationalen Organ hinterlegen würden, um eine Finanzierung oder Anerkennung zu erhalten.

Der Zuschuss dieser Art kann den Kleinunternehmen, Mittelunternehmen, öffentlichen Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten, Hochschuleinheiten, zugelassenen Forschungszentren und Partnerschaften für die technologische Innovation gewährt werden.

Art. 108 - Die zulässigen Ausgaben, die von dem Zuschuss der in Artikel 107 erwähnten Art gedeckt werden, können auf einen Höchstbetrag begrenzt werden, und dürfen auf keinen Fall folgende Elemente überschreiten:

1° die Entlohnung des Personals der Körperschaft, das mit dem Sekretariat betreffend die Vorbereitung, Hinterlegung und Verhandlung des Projekts beauftragt ist, oder die Entlohnung des externen Personals, das mit diesem Sekretariat beauftragt ist;

2° die sonstigen Sekretariatskosten;

3° die Kosten für in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausgefertigten Übersetzungen;

4° die Kosten für Leistungen im juristischen Bereich in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags;

5° die Fahrt- bzw. Reisekosten.

Die vom Zuschuss gedeckten zulässigen Ausgaben dürfen keine Ausgabe bezüglich der Durchführung des Projekts enthalten.

Art. 109 - Die Regierung kann die Modalitäten für eine Art von Zuschuss festlegen, der in einem Zuschlag zu einer übernationalen oder internationalen Beihilfe betreffend die Durchführung eines Forschungs-, Entwicklungs- oder Innovationsprojekts betrifft.

Der Zuschuss dieser Art kann den Kleinunternehmen, Mittelunternehmen, öffentlichen Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten, Hochschuleinheiten, zugelassenen Forschungszentren und Partnerschaften für die technologische Innovation gewährt werden. Der Zuschuss deckt höchstens dieselben zulässigen Ausgaben wie die übernationale oder internationale Beihilfe.

KAPITEL VIII — *Zuschüsse für die Verbreitung der Kenntnisse im Bereich der Wissenschaften, Forschung und Innovation*

Art. 110 - Die Regierung kann die Modalitäten für eine Art von Zuschuss festlegen, der jeder juristischen Person gewährt werden kann, und Projekte zur Verbreitung der Kenntnisse im Bereich der Wissenschaften, Forschung und Innovation zugunsten einer gezielten oder aber nicht gezielten Öffentlichkeit mit folgenden Zwecken betrifft:

1° eine verständliche, qualitativ hochwertige Information betreffend alle Bereiche des wissenschaftlichen und technischen Wissens verbreiten;

2° die Jugendlichen für wissenschaftliche und technische Studien und Laufbahnen interessieren.

Der Zuschuss dieser Art kann gewährt werden:

1° entweder im Rahmen eines Projektauftrags, auf der Grundlage der von dem Aufrufausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, pädagogischen, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, pädagogischen, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung des Projekts, die die Regierung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.

Art. 111 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben können Folgende sein:

1° die Personalausgaben für die durch einen Arbeits- oder Interimsvertrag gebundenen Mitglieder der juristischen Person, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Projekts benutzt werden;

3° die Kosten für die Dienste von Sachverständigen und gleichwertige Dienste, die ausschließlich zur Durchführung des Projekts benutzt werden;

4° zusätzliche Allgemerkosten, die in Zusammenhang mit der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

6° die Kosten für die öffentliche Bekanntmachung des Projekts.

KAPITEL IX — *Kumulierte Beihilfen und Ausschlüsse*

Art. 112 - Keine zulässige Ausgabe im Sinne vorliegenden Dekrets darf durch mehr als eine Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets gedeckt werden.

Art. 113 - Mit Ausnahme der zulässigen Ausgaben, die durch einen Zuschuss im Sinne der Artikel 110 und 111 gedeckt werden:

1° darf keine zulässige Ausgabe im Sinne vorliegenden Dekrets durch eine Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets und eine Beihilfe der Wallonischen Region, die nicht Gegenstand vorliegenden Dekrets ist, zugleich gedeckt werden.

2° darf keine zulässige Ausgabe im Sinne vorliegenden Dekrets durch eine Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets und eine Beihilfe einer anderen belgischen öffentlichen Körperschaft, die nicht Gegenstand vorliegenden Dekrets ist, zugleich gedeckt werden.

Art. 114 - Artikel 113 ist nicht anwendbar auf das gleichzeitige Erhalten von Beihilfen, das sich aus belgischen gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, aus Abkommen zwischen belgischen Teilentitäten oder aus internationalen bzw. übernationalen Abkommen ergibt. In diesem Falle wird für die Einhaltung der maximalen Zuschussintensität im Sinne vorliegenden Dekrets die Gesamtheit der Beihilfen berücksichtigt, unbeschadet von spezifischen Regeln für die Intensität, die sich aus internationalen bzw. übernationalen Abkommen ergeben.

Art. 115 - Jede zulässige Ausgabe im Sinne vorliegenden Dekrets kann durch eine Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets und eine oder mehrere sonstige Beihilfen, die durch eine ausländische, internationale oder übernationale öffentliche Körperschaft gewährt werden, zugleich gedeckt werden. In diesem Falle wird für die Einhaltung der maximalen Zuschussintensität im Sinne vorliegenden Dekrets die Gesamtheit der Beihilfen berücksichtigt, unbeschadet von spezifischen Regeln für die Intensität, die sich aus internationalen bzw. übernationalen Abkommen ergeben.

Art. 116 - Keine der Beihilfen im Sinne vorliegenden Dekrets darf einem Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne der Leitlinien der Europäischen Union betreffend staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten gewährt werden.

KAPITEL X — *Strategische Verwaltung, Verfahren und Bewertung*

Art. 117 - Die Regierung legt regelmäßig die strategischen Ziele und die vorrangigen Achsen fest, gemäß denen die Beihilfen im Sinne vorliegenden Dekrets gewährt werden.

Art. 118 - Jeder Ausschuss im Sinne vorliegenden Dekrets setzt sich u.a. aus Vertretern der Regierung und externen Sachverständigen zusammen.

Jede von einem Ausschuss vorgenommene Rangordnung im Sinne vorliegenden Dekrets ist Gegenstand einer Beratung und einer Abstimmung während einer Versammlung dieses Ausschusses.

Art. 119 - Für jede Art der Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets bestimmt die Regierung:

- 1° die Modalitäten für die Einreichung der Beihilfeanträge;
- 2° die Kriterien, auf deren Grundlage die Beihilfeanträge bewertet werden;
- 3° die minimalen Informationen, die von der Wallonischen Region verbreitet werden, betreffend die Gesamtheit der Kriterien, auf deren Grundlage die Beihilfeanträge bewertet werden;
- 4° die organisatorischen Modalitäten für die Projektauftrufe im Sinne vorliegenden Dekrets;
- 5° die Grundsätze für die Bestimmung der Mitglieder der Ausschüsse im Sinne vorliegenden Dekrets;
- 6° die Modalitäten für die Arbeitsweise dieser Ausschüsse, insbesondere was die Beratungen und Abstimmungen betrifft;
- 7° die Grundsätze für die Bestimmung des "günstigen Ergebnisses" im Sinne der Artikel 28 und 103;
- 8° die Grundsätze für die Bestimmung der "eindeutigen Gefahr" im Sinne der Artikel 46 und 50;
- 9° die Modalitäten, nach denen die Körperschaft oder Körperschaften, die einen Beihilfeantrag eingereicht haben, die Berichtigung der Ergebnisse ihrer Bewertung beantragen können;
- 10° die Modalitäten für die Beziehungen zwischen der Wallonischen Region und dem oder den Bezüglern einer Beihilfe.

Art. 120 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Bewertung der anreizenden Wirkung:

- 1° jeder Beihilfe von mehr als 7.500.000 Euro im Sinne der Artikel 15 bis 34, die von einem Kleinunternehmen oder einem Mittelunternehmen beantragt wird;
- 2° jeder Beihilfe im Sinne der Artikel 15 bis 34, die von einem Großunternehmen beantragt wird;
- 3° jeder Beihilfe im Sinne der Artikel 46 bis 53.

Art. 121 - Die Regierung kann die Modalitäten festlegen, nach denen die Kategorien von Beihilfen im Sinne der Abschnitte 3, 4, 6, 7, 8 oder 9 von Kapitel III in eine Kategorie der Beihilfe mit Kompartimenten zusammengeführt werden. Diese Modalitäten dürfen von den Bestimmungen vorliegenden Dekrets betreffend jede einzelne Kategorie der zusammengeführten Beihilfen nicht abweichen.

Art. 122 - Jeder Beihilfeantrag betreffend Tätigkeiten der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung, der nicht im Rahmen eines Projektauftrufs eingeführt wird, wird von einem Kollegium bewertet, das einen oder mehrere externe Sachverständige umfassen kann.

Die Regierung kann Folgendes bestimmen:

- 1° den Betrag der Beihilfe, unterhalb dessen der 1. Absatz nicht anwendbar ist;
- 2° die Anwendung des 1. Absatzes auf andere Kategorien der Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets.

Art. 123 - Für jede Art der Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets bestimmt die Regierung:

- 1° die Indikatoren, gemäß denen auf jeden Fall die Ergebnisse der Gewährung der Beihilfen im Sinne vorliegenden Dekrets bewertet werden, insbesondere hinsichtlich der Übereinstimmung mit den strategischen Zielen und den vorrangigen Achsen, die von der Regierung bestimmt werden;
- 2° die Modalitäten, nach denen die statistischen Angaben und sonstigen Elemente, die die Grundlage dieser Indikatoren bilden, gesammelt, untersucht und verbreitet werden, insbesondere in Zusammenarbeit mit dem "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik).

Art. 124 - Alle fünf Jahre lässt die Regierung eine Bewertung der in Ausführung vorliegenden Dekrets geführten Politik durchführen, und zwar durch eine Körperschaft, die nicht zur Wallonischen Region gehört und keine der Körperschaften ist, die eine Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets erhalten kann. Die Regierung teilt die Schlussfolgerungen dieser Bewertung dem Wallonischen Parlament mit.

KAPITEL XI — *Der "Fonds für Forschung, Entwicklung und Innovation"*

Art. 125 - Es wird innerhalb des Haushaltsplans der Wallonischen Region ein Fonds, genannt "Fonds für Forschung, Entwicklung und Innovation" gebildet.

Art. 126 - Die Mittel des "Fonds für Forschung, Entwicklung und Innovation" stammen aus folgenden Quellen:

1° die Rückzahlungen der rückforderbaren Vorschüsse im Sinne vorliegenden Dekrets, mit Ausnahme derjenigen rückforderbaren Vorschüsse, die zu Lasten der Haushaltsmittel betreffend die Energiepolitik gewährt werden;

2° alle sonstigen Beträge, die der Wallonischen Region kraft vorliegenden Dekrets oder seiner Durchführungs-erlasse gezahlt werden;

3° die Beträge, die der Wallonischen Region kraft richterlicher Entscheidungen betreffend die Beihilfen im Sinne vorliegenden Dekrets gezahlt werden.

Art. 127 - Folgende Ausgaben können zu Lasten des "Fonds für Forschung, Entwicklung und Innovation" angerechnet werden:

1° alle Beihilfen im Sinne vorliegenden Dekrets;

2° alle Geschäfte der Wallonischen Region, die zur Unterstützung der Forschung, Entwicklung und Innovation in der Wallonie wesentlich beitragen.

KAPITEL XII — *Geheimhaltung*

Art. 128 - Jede Unterlage oder Information, die eine Körperschaft der Regierung mitteilt, um eine Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets zu erhalten, ist geheim im Sinne des Artikels 6 § 2 2° des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung, insofern die Körperschaft angibt, dass sie diese Eigenschaft aufweist.

Art. 129 - Jede Unterlage oder Information, die eine Körperschaft der Regierung kraft ihrer Verpflichtungen als Bezugsberechtigter einer Beihilfe im Sinne vorliegenden Dekrets mitteilt, ist geheim im Sinne des Artikels 6 § 2 2° des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung, insofern die Körperschaft angibt, dass sie diese Eigenschaft aufweist.

KAPITEL XIII — *Schlussbestimmungen*

Art. 130 - Das Dekret vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien wird außer Kraft gesetzt.

Art. 131 - In Abweichung von Artikel 130 unterliegt jeder Antrag auf Beihilfe, der vor dem 1. Januar 2008 eingereicht worden ist, und unter das Dekret vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien fällt, letzterem Dekret.

Art. 132 - In Abweichung von Artikel 130 gilt jedes kraft des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien zugelassene Forschungszentrum als zugelassenes Forschungszentrum im Sinne vorliegenden Dekrets bis zum Datum, an dem kraft vorliegenden Dekrets der Beschluss gefasst wird, es nicht zuzulassen.

Die Regierung bestimmt das Datum, an dem der 1. Absatz nicht mehr anwendbar ist.

Art. 133 - Die Regierung legt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets fest.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2007-2008

Dokumente des Wallonischen Parlaments 799 (2007-2008) Nrn. 1, 1bis bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 25. Juni 2008

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2500

[2008/202676]

3 JULI 2008. — Decreet betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder "Regering", de Waalse Regering.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt onder "industriële ontwikkeling" het planmatig of kritisch onderzoek verstaan dat gericht is op het verwerven van nieuwe kennis en vaardigheden met het oog op de ontwikkeling van nieuwe producten, procédés of diensten, of om bestaande producten, procédés of diensten aanmerkelijk te verbeteren. Het industriële onderzoek omvat de vervaardiging van onderdelen voor complexe systemen noodzakelijk voor dat onderzoek, met name voor de algemene validering van technologieën, met uitzondering van de prototypes als bedoeld in artikel 3.

Art. 3. In de zin van dit decreet wordt onder "experimentele ontwikkeling" verstaan, het verwerven, het combineren, het gebruiken van en het vormgeven aan bestaande wetenschappelijke, technologische, zakelijke en andere relevante kennis en technieken voor het uitwerken van plannen, schema's of ontwerpen van nieuwe, gewijzigde of verbeterde producten, procédés of diensten.

Onder de experimentele ontwikkeling vallen eveneens :

1° andere activiteiten met het oog op de conceptuele formulering en het ontwerp van nieuwe producten, procédés en diensten, en op de bewaring van informatie in verband daarmee. Die activiteiten kunnen tevens het maken van tekeningen, plannen en andere documenten omvatten, op voorwaarde dat ze niet voor commercieel gebruik bestemd zijn;

2° de ontwikkeling van commercieel bruikbare prototypes en proefprojecten, indien het prototype noodzakelijkerwijs het commerciële eindproduct is en de productie ervan te duur is om alleen voor demonstratie- en validatiedoelinden te worden gebruikt;

3° de experimentele ontwikkeling en het testen van producten, procédés en diensten, voor zover deze niet voor industriële toepassing of commerciële exploitatie kunnen worden gebruikt of geschikt gemaakt.

Onder experimentele ontwikkeling wordt niet verstaan de routinematige of periodieke wijziging van bestaande producten, productielijnen, fabricageprocessen, diensten en andere courante activiteiten, zelfs indien deze wijzigingen verbeteringen kunnen inhouden.

Art. 4. In de zin van dit decreet wordt onder "procesinnovatie" de invoering van een nieuwe of gevoelig verbeterde productie- of distributiemethode verstaan, waarbij dat begrip significante veranderingen inhoudt aan de technieken, het materieel of de software.

De kleine veranderingen of verbeteringen, een verhoging van de productie- of dienstverleningsmiddelen door toevoeging van fabricage- of logistieke systemen die zeer vergelijkbaar zijn met de reeds aangewende middelen, het afzien van een procédé, de eenvoudige vervanging of uitbreiding van de uitrusting, de veranderingen die enkel het gevolg zijn van prijschommelingen in de factoren, de gepersonaliseerde productie, de regelmatige seizoensgebonden wijzigingen en andere cyclische veranderingen, de handel in nieuwe of gevoelig verbeterde producten worden niet als innovaties beschouwd.

Art. 5. In de zin van dit decreet wordt onder "organisatie-innovatie" de invoering verstaan van een nieuwe organisatiemethode in de praktijk, de inrichting van de werkplek of de externe relaties van de onderneming.

De veranderingen in de praktijk van de onderneming, de inrichting van de werkplek of de externe relaties die berusten op organisatiemethodes die de onderneming reeds gebruikt, de veranderingen in de handelspraktijk, de fusies en de overnames, het afzien van het gebruik van een procédé, de eenvoudige vervanging of uitbreiding van de uitrusting, de veranderingen die enkel het gevolg zijn van prijschommelingen in de factoren, de gepersonaliseerde productie, de regelmatige seizoensgebonden wijzigingen en andere cyclische veranderingen, de handel in nieuwe of gevoelig verbeterde producten worden niet als innovaties beschouwd.

Art. 6. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "technologische voorlichting" : de activiteiten van een entiteit, namelijk ten behoeve van ondernemingen die een beroep doen op haar wetenschappelijke of technische deskundigheid technologische audits uitvoeren in verband met procédés of producten of adviezen verstrekken om de ondernemingen toe te leiden naar haar eigen technologische vaardigheden of naar de technologische vaardigheden van andere entiteiten;

2° "technologische bewaking" : de activiteiten van een entiteit, namelijk zich permanent op de hoogte houden van de wetenschappelijke en technische vooruitgang die in België en in het buitenland wordt geboekt op gebieden waarvoor ze de vaardigheden bezit en die gekenmerkt zijn door een hoog potentieel aan industriële innovaties.

Art. 7. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "kleine onderneming" : elke onderneming die gevestigd is als een handelsvennootschap als bedoeld bij het Wetboek der vennootschappen die, tenzij anders vermeld, minstens één vestigingseenheid in Wallonië heeft en die overeenstemt met de begripsomschrijving van de kleine ondernemingen of de micro-ondernemingen in de zin van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen;

2° "middelgrote onderneming" : elke onderneming die gevestigd is als een handelsvennootschap als bedoeld bij het Wetboek der vennootschappen die, tenzij anders vermeld, minstens één vestigingseenheid in Wallonië heeft en die overeenstemt met de begripsomschrijving van de middelgrote ondernemingen in de zin van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen;

3° "grote onderneming" : elke onderneming die gevestigd is als handelsvennootschap als bedoeld bij het Wetboek der vennootschappen die, tenzij anders vermeld, minstens één vestigingseenheid heeft in Wallonië en die noch een kleine noch een middelgrote onderneming is;

4° "niet-autonome onderneming van beperkte omvang": elke grote onderneming die zou overeenstemmen met de begripsomschrijving van kleine of middelgrote onderneming als ze zelfstandig zou zijn in de zin van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen;

5° "onderneming": elke kleine onderneming, middelgrote onderneming, grote onderneming of niet-autonome onderneming van beperkte omvang.

Art. 8. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "publieke onderzoekinstelling": elke publiekrechtelijke instelling die er met name toe strekt industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling te verrichten;

2° "universitaire afdeling": elke dienst, laboratorium, team of andere entiteit die afhangt van één of meerdere door de Franse Gemeenschap opgerichte of gesubsidieerde universitaire instellingen en die niet over een eigen rechtspersoonlijkheid beschikken die losstaat van deze instelling(en);

3° "afdeling van een hogeschool": elke dienst, laboratorium, team of andere entiteit, ongeacht of ze al dan niet over een eigen rechtspersoonlijkheid beschikken, die afhangt van één of meerdere hogescholen bedoeld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en bij het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool.

Art. 9. In de zin van dit decreet wordt onder "innovatieve starter" elke kleine onderneming verstaan die sinds minder dan zes jaar is opgericht en voldoet aan één van beide volgende voorwaarden :

1° een beoordeling door een externe en onafhankelijk deskundige, meer bepaald op grond van een businessplan waarbij aangetoond wordt dat de begunstigde in afzienbare tijd producten, diensten of procédés zal ontwikkelen die technologisch nieuw zijn of een wezenlijke verbetering inhouden ten opzichte van de stand van de techniek in de betrokken sector in de Europese Unie en die een risico op een technologische of industriële mislukking in zich dragen;

2° zijn uitgaven inzake onderzoek en ontwikkeling bedragen minstens 15 % van het totaal van zijn werkingskosten tijdens minstens één van de afgelopen drie jaar of, voor een te jonge starter die nog geen financiële voorgeschiedenis heeft, bij de audit van het lopende belastingjaar, waarbij het cijfer hoe dan ook gecertificeerd wordt door een externe accountant.

Art. 10. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "onderzoekscentrum": elke instelling die als hoofdpdracht heeft onderzoek uit te voeren en diensten te verrichten die bijdragen tot de technologische en economische ontwikkeling van Wallonië en die aan geen enkele begripsomschrijving opgenomen in de artikelen 8 en 12 voldoet;

2° "erkend onderzoekscentrum": elke overeenkomstig dit decreet erkend onderzoekscentrum.

Art. 11. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder "entiteit buiten het Waalse Gewest en de entiteiten die in aanmerking kunnen komen voor steun beoogd bij dit decreet" :

1° een entiteit die helemaal onafhankelijk is van of wier personeelsleden helemaal onafhankelijk zijn van de gehele of gedeeltelijke financiering door de federale Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en/of het Waalse Gewest;

2° een entiteit die hoe dan ook niet betrokken zou worden of waarvan de personeelsleden hoe dan ook niet zouden worden bij een belangenconflict in geval van uitvoering van de beoordeling waarvan sprake in artikel 124 van dit decreet.

Art. 12. In de zin van dit decreet wordt onder "samenwerkingsverband voor technologische innovatie" elk samenwerkingsverband verstaan met betrekking tot een project en dat tegelijk :

1° zonder andere partners uit te sluiten, meerdere ondernemingen en meerdere entiteiten die voldoen aan één van de begripsomschrijvingen als bedoeld in artikel 8 of artikel 10, 2°, minstens als lid laat aansluiten;

2° als hoofdpdracht heeft onderzoek te verrichten of te coördineren dat bijdraagt tot de wetenschappelijke, technologische en economische ontwikkeling van Wallonië.

Art. 13. De Regering kan begripsomschrijvingen vastleggen die de begripsomschrijvingen van de artikelen 2 tot 12 wijzigen voor zover die nieuwe begripsomschrijvingen een aanpassing vormen aan nieuwe verordeningen of raamvoorschriften van de Europese Unie of aan nieuwe normen uitgevaardigd door de Wereldhandelsorganisatie.

HOOFDSTUK II. — *Wijzen van steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie*

Art. 14. Volgens de nadere regels bepaald in de volgende hoofdstukken en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering hetvolgende toekennen :

1° aan de ondernemingen, subsidies voor hun industrieel onderzoek;

2° aan de ondernemingen, subsidies of terugvorderbare voorschotten voor hun experimentele ontwikkeling;

3° aan de kleine ondernemingen, aan de middelgrote ondernemingen en aan de niet-autonome ondernemingen van beperkte omvang, subsidies voor technische haalbaarheidsonderzoeken;

4° aan de kleine ondernemingen en aan de middelgrote ondernemingen, subsidies voor hun industriële eigendomsrechten;

5° aan de kleine ondernemingen, subsidies aan de innovatieve starters;

6° aan de kleine ondernemingen, aan de middelgrote ondernemingen en aan de niet-autonome ondernemingen van beperkte omvang, subsidies voor procesinnovaties in de dienstverleningen;

7° aan de kleine ondernemingen, aan de middelgrote ondernemingen en aan de niet-autonome ondernemingen van beperkte omvang, subsidies met betrekking tot organisatie-innovaties in de dienstverleningen;

8° aan de kleine ondernemingen en aan de middelgrote ondernemingen, subsidies voor advies- en steunverlening voor innovatie;

9° aan de kleine ondernemingen en aan de middelgrote ondernemingen, subsidies voor de tijdelijke indienstneming van personeel;

10° aan de publieke onderzoekinstellingen, aan de universitaire afdelingen en aan de afdelingen van een hogeschool, subsidies voor hun industrieel onderzoek;

11° aan de universitaire afdelingen en aan de afdelingen van een hoge school, subsidies voor hun industriële eigendomsrechten;

12° aan de universitaire afdelingen en aan de afdelingen van een hogeschool, subsidies voor de tijdelijke indienstneming van personeel;

13° aan de erkende onderzoekscentra, subsidies voor hun industrieel onderzoek en hun experimentele ontwikkeling;

14° aan de erkende onderzoekscentra, subsidies met betrekking tot hun industriële eigendomsrechten;

15° aan de erkende onderzoekscentra, subsidies voor de technologische voorlichting en de technologische bewaking;

16° aan de erkende onderzoekscentra, subsidies voor de tijdelijke indienstneming van personeel;

17° aan de samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie, subsidies voor hun industrieel onderzoek en subsidies of terugvorderbare voorschotten voor hun experimentele ontwikkeling;

18° aan de kleine ondernemingen, aan de middelgrote ondernemingen, aan de publieke onderzoeksinstituten, aan de universitaire afdelingen, aan de afdelingen van een hogeschool, aan de erkende onderzoekscentra en aan de samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie, subsidies voor hun internationale samenwerkingsverbanden;

19° aan de rechtspersonen, subsidies voor hun activiteiten voor de bevordering of de popularisering van wetenschap, onderzoek en innovatie.

HOOFDSTUK III. — *Subsidies en terugvorderbare voorschotten voor de ondernemingen*

Afdeling 1. — Subsidies voor industrieel onderzoek

Art. 15. Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeksproject dat ingediend wordt door één of meerdere ondernemingen kan de Regering haar of hen een subsidie toekennen :

1° ofwel in het kader van een oproep tot de indiening van projecten, op grond van de rangschikking van de projecten voorgesteld door de jury van de oproep afgaand op wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieucriteria vermeld in de oproep;

2° op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren.

Art. 16. De in aanmerking komende kosten die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel, voor zover en zolang ze gebruikt worden voor de uitvoering van het project; als die instrumenten en dat materieel niet tijdens hun hele levensduur gebruikt worden voor de uitvoering van het project, komen enkel de overeenkomstig de goede boekhoudpraktijken berekende afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het project in aanmerking;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat; tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten, die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Art. 17. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 70 voor een kleine onderneming;

2° 60 voor een middelgrote onderneming;

3° 50 voor een grote onderneming.

Art. 18. De subsidie-intensiteit kan verhoogd worden als voldaan wordt aan elke van de drie volgende voorwaarden :

1° het project wordt uitgevoerd via een daadwerkelijke samenwerking tussen minstens twee van elkaar onafhankelijke ondernemingen, waarbij de onderaanneming niet beschouwd wordt als een daadwerkelijke samenwerking;

2° geen enkele van die ondernemingen draagt alleen meer dan 70 % van de toelaatbare uitgaven;

3° minstens één van die ondernemingen is een kleine onderneming of een middelgrote onderneming.

De verhoogde subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 80 voor een kleine onderneming;

2° 70 voor een middelgrote onderneming;

3° 60 voor een grote onderneming.

Art. 19. De subsidie-intensiteit kan verhoogd worden als voldaan wordt aan elke van de vier volgende voorwaarden :

1° het project wordt uitgevoerd via een daadwerkelijke samenwerking tussen minstens twee van elkaar onafhankelijke ondernemingen, waarbij de onderaanneming niet beschouwd wordt als een daadwerkelijke samenwerking;

2° geen enkele van die ondernemingen draagt alleen meer dan 70 % van de toelaatbare uitgaven van het gehele project;

3° minstens één van die ondernemingen, ongeacht of ze een vestigingseenheid bezit in Wallonië of elders in België dan wel ongeacht of ze er één bezit of niet, voert een deel van het project uit in minstens één andere lidstaat van de Europese Unie dan België;

4° een deel van het project dat minstens de helft van de toelaatbare uitgaven van het gehele project vertegenwoordigt, wordt in Wallonië uitgevoerd.

De verhoogde subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 80 voor een kleine onderneming;

2° 70 voor een middelgrote onderneming;

3° 60 voor een grote onderneming.

Art. 20. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Afdeling 2. — Subsidies en terugvorderbare voorschotten voor experimentele ontwikkeling

Art. 21. Voor de uitvoering van een experimenteel ontwikkelingsproject dat ingediend wordt door één of meerdere ondernemingen kan de Regering haar of hen steun verlenen :

1° ofwel in het kader van een oproep tot de indiening van projecten, op grond van de rangschikking van de projecten voorgesteld door de jury van de oproep afgaand op wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieucriteria vermeld in de oproep;

2° op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren.

Art. 22. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel, voor zover en zolang ze gebruikt worden voor de uitvoering van het project; als die instrumenten en dat materiaal niet tijdens hun hele levensduur gebruikt worden voor de uitvoering van het project, komen enkel de overeenkomstig de goede boekhoudpraktijken berekende afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het project in aanmerking;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de dading plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat; tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Wordt commercieel gebruik gemaakt van demonstratie- of proefprojecten uit de experimentele ontwikkeling waarvoor steun wordt verleend, dan wordt elke opbrengst voortvloeiend uit een dergelijk gebruik afgetrokken van de toelaatbare uitgaven.

Art. 23. Indien er door verschillende ondernemingen steun wordt aangevraagd, kan die steun bestaan uit ofwel een subsidie ofwel een terugvorderbaar voorschot naar gelang van de steunvorm waarom de ondernemingen hebben verzocht, als voldaan wordt aan elke van de drie volgende voorwaarden :

1° het project wordt uitgevoerd volgens een daadwerkelijke samenwerking tussen minstens twee van elkaar onafhankelijke ondernemingen, waarbij de onderaanneming niet beschouwd wordt als een daadwerkelijke samenwerking;

2° geen enkele van die ondernemingen draagt alleen meer dan 70 % van de toelaatbare kosten;

3° minstens één van die ondernemingen is een kleine onderneming of een middelgrote onderneming.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een subsidie, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, volgende cijfers bedragen :

1° 60 voor een kleine onderneming;

2° 50 voor een middelgrote onderneming;

3° 40 voor een grote onderneming.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een terugvorderbaar voorschot, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, volgende cijfers bedragen :

1° 75 voor een kleine onderneming;

2° 65 voor een middelgrote onderneming;

3° 55 voor een grote onderneming.

Art. 24. Indien er door verschillende ondernemingen om steun wordt verzocht, kan die steun bestaan uit ofwel een subsidie ofwel een terugvorderbaar voorschot naar gelang van de steunvorm waarom de ondernemingen hebben verzocht, als voldaan wordt aan elke van de vier volgende voorwaarden :

1° het project wordt uitgevoerd volgens een daadwerkelijke samenwerking tussen minstens twee van elkaar onafhankelijke ondernemingen, waarbij de onderaanneming niet beschouwd wordt als een daadwerkelijke samenwerking;

2° geen enkele van die ondernemingen draagt alleen meer dan 70 % van de toelaatbare uitgaven van het gehele project;

3° minstens één van die ondernemingen, ongeacht of ze een vestigingseenheid bezit in Wallonië of elders in België dan wel ongeacht of ze er één bezit of niet, voert een deel van het project uit in minstens één andere lidstaat van de Europese Unie dan België;

4° een deel van het project dat minstens de helft van de toelaatbare uitgaven van het gehele project vertegenwoordigt, wordt in Wallonië uitgevoerd.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een subsidie, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, volgende cijfers bedragen :

1° 60 voor een kleine onderneming;

2° 50 voor een middelgrote onderneming;

3° 40 voor een grote onderneming.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een terugvorderbaar voorschot, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, volgende cijfers bedragen :

1° 75 voor een kleine onderneming;

2° 65 voor een middelgrote onderneming;

3° 55 voor een grote onderneming.

Art. 25. Indien er door één of meerdere innoverende starters om steun wordt verzocht, kan die steun, behoudens de gevallen bedoeld in de artikelen 23 en 24, bestaan uit ofwel een subsidie ofwel een terugvorderbaar voorschot naar gelang van de steunvorm waarom de innoverende starters hebben verzocht.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een subsidie, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, 45 bedragen.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een terugvorderbaar voorschot, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, 60 bedragen.

Art. 26. Behoudens de gevallen bedoeld in de artikelen 23, 24 en 25, bestaat de steun uit een terugvorderbaar voorschot. De intensiteit ervan, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 60 voor een kleine onderneming;

2° 50 voor een middelgrote onderneming;

3° 40 voor een grote onderneming.

Art. 27. De onderneming of elke onderneming die een terugvorderbaar voorschot kreeg kan ervan afzien de resultaten van het project te benutten tijdens de uitvoering ervan of tijdens de zes maanden volgend op het einde van die uitvoering.

De onderneming wordt er geheel van vrijgesteld het voorschot terug te betalen als aan beide volgende voorwaarden is voldaan :

1° in een schrijven aan de Regering legt ze uit waarom ze van haar project afziet, waarbij de mislukking uiteengezet wordt ten opzichte van de technische en zakelijke doelen waarvan sprake in de projectgebonden contractbepalingen tussen haar en het Waalse Gewest;

2° ze draagt de zakelijke rechten op de resultaten van het project over aan het Waalse Gewest of aan elke entiteit die door laatstgenoemde wordt aangewezen.

Als beide voorwaarden bedoeld in lid 2 niet vervuld worden, betaalt de onderneming het totaalbedrag dat ze als voorschot kreeg renteloos terug aan het Waalse Gewest.

Art. 28. Als de onderneming de resultaten van het project benut, verricht ze periodieke terugbetalingen aan het Waalse Gewest. Het terug te betalen totaalbedrag staat in verhouding tot de mate waarin het project slaagt in vergelijking met wat als succesvol is omschreven, met name inzake commerciële doelstellingen, in de projectgebonden contractbepalingen tussen het Waalse Gewest en de onderneming. Hoe dan ook worden de terugbetalingen vermeerderd met een rente waarvan het percentage gelijk is aan het door de Europese Commissie vastgestelde referentiepercentage.

Indien het project minder goed slaagt dan wat als succesvol is omschreven, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, rente niet meegerekend, uit een aandeel van het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen. Dat aandeel staat in verhouding tot de mate waarin afgeweken wordt van de commerciële doelstellingen die overeenstemmen met wat als succesvol is omschreven.

Indien het project precies overeenstemt met wat als succesvol is omschreven, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, rente niet meegerekend, uit het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen.

Indien het project dat wat als succesvol is omschreven, overtreft, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, rente niet meegerekend, uit het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen, vermeerderd met een aandeel in de winst dat in verhouding staat tot de mate waarin is afgeweken van de commerciële doelstellingen die overeenstemmen met wat als succesvol is omschreven.

Art. 29. Tijdens de benutting van de resultaten van het project wordt de onderneming ervan vrijgesteld het voorschot verder terug te betalen als aan beide volgende voorwaarden is voldaan :

1° zij ziet af van die benutting en licht er de Regering over in met een schrijven waarin ze haar beslissing met objectieve redenen omkleedt;

2° ze draagt de zakelijke rechten op de resultaten van het project over aan het Waalse Gewest of aan elke entiteit die door laatstgenoemde wordt aangewezen.

Het Waalse Gewest behoudt alle voorheen verrichte terugbetalingen en de onderneming blijft alle bedragen verschuldigd die zij terug moet betalen tijdens het kalenderjaar waarin ze van haar project afziet. De vrijstelling waarvan sprake in lid 1 heeft gevolg vanaf het daarop volgende kalenderjaar.

Art. 30. De nadere regels voor de terugbetalingen in de denkbeeldige situaties waarvan sprake in de artikelen 27, 28 en 29 worden vermeld in de projectgebonden contractbepalingen tussen het Waalse Gewest en de onderneming(en), met inachtneming van de beginselen die de Regering terzake heeft vastgelegd krachtens artikel 119.

Art. 31. Het feit dat de steun beoogd bij deze afdeling wordt toegekend heeft, behoudens de gevallen van overdracht van rechten waarvan sprake in de artikelen 27 en 29, niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Afdeling 3. — Subsidies voor de technische haalbaarheidsonderzoeken

Art. 32. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een steunaanvraag die ingediend wordt door een kleine onderneming, een middelgrote onderneming of een niet-autonome onderneming van beperkte omvang met het oog op het verrichten van een technische haalbaarheidsonderzoek vóór ze overgaat tot industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, kan de Regering haar een subsidie voor dat haalbaarheidsonderzoek verlenen.

Art. 33. De toelaatbare uitgaven die vallen onder de subsidie zijn de kosten van de dienstverleningen van de externe uitvoerders van het haalbaarheidsonderzoek, voor zover die kosten de marktprijs niet te boven gaan.

Art. 34. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 75 voor een kleine onderneming of een middelgrote onderneming als het haalbaarheidsonderzoek voorafgaat aan industrieel onderzoek;

2° 65 voor een niet-autonome onderneming van beperkte omvang als het haalbaarheidsonderzoek voorafgaat aan industrieel onderzoek;

3° 50 voor een kleine onderneming of een middelgrote onderneming als het haalbaarheidsonderzoek voorafgaat aan experimentele ontwikkeling;

4° 40 voor een niet-autonome onderneming van beperkte omvang als het haalbaarheidsonderzoek voorafgaat aan industrieel onderzoek.

Afdeling 4. — Subsidies voor industriële eigendomsrechten

Art. 35. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een steunaanvraag die ingediend wordt door een kleine onderneming of een middelgrote onderneming met het oog op de indiening van één of meerdere brevetaanvragen, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor het verkrijgen en de validering van dat brevet of die brevetten.

Het feit dat het onderzoek waaruit de resultaten voortvloeien waarop de brevetaanvraag (-aanvragen) betrekking heeft (hebben) geheel, gedeeltelijk dan wel helemaal niet voor steun in aanmerking is gekomen van het Waalse Gewest of een andere entiteit, vormt geen voorwaarde voor de toekenning van de subsidie.

Art. 36. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° alle voorheen gemaakte kosten voor de toekenning van de rechten bij de eerste rechtbank, met inbegrip van de kosten voor de uitwerking, de indiening en de opvolging van de aanvraag, en de kosten voor de verlenging van de aanvraag vóór de toekenning van de rechten;

2° de kosten voor de vertaling en andere in verband met het verkrijgen of de validering van de rechten bij andere rechtbanken;

3° de kosten voor de verdediging van de geldigheid van de rechten in het kader van de officiële opvolging van de aanvraag of de aanvragen en eventuele vorderingen in verzet, zelfs als die kosten gemaakt zijn na de toekenning van de rechten.

Art. 37. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 70 voor een kleine onderneming als het onderzoek waaruit de resultaten voortvloeien in verband met de brevetaanvraag (-aanvragen) hoofdzakelijk valt onder industrieel onderzoek;

2° 60 voor een middelgrote onderneming als het onderzoek waaruit de resultaten voortvloeien in verband met de brevetaanvraag (-aanvragen) hoofdzakelijk valt onder industrieel onderzoek;

3° 45 voor een kleine onderneming als het onderzoek waaruit de resultaten voortvloeien in verband met de brevetaanvraag (-aanvragen) hoofdzakelijk valt onder experimentele ontwikkeling;

4° 35 voor een middelgrote onderneming als het onderzoek waaruit de resultaten voortvloeien in verband met de brevetaanvraag (-aanvragen) hoofdzakelijk valt onder experimentele ontwikkeling.

Art. 38. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest rechten verkrijgt op het uitgereikte brevet of de uitgereikte brevetten.

Art. 39. De Regering kan beslissen tot de uitbreiding van de subsidies beoogd bij deze afdeling naar andere wijzen van bescherming van de industriële eigendom, met inachtneming van de artikelen 36 en 37.

Afdeling 5. — Subsidies aan innoverende starters

Art. 40. De Regering kan een subsidie toekennen aan een onderneming die een innoverende starter is op de datum van toekenning van die subsidie, in het kader van een oproep tot de kandidaten op grond van de rangschikking van de kandidaten voorgesteld door de jury van de oproep.

Art. 41. In de oproep tot de kandidaten worden onder meer vermeld :

1° het doel van de oproep die betrekking heeft op het industrieel onderzoek of de experimentele ontwikkeling van de kandidaten;

2° de nadere regels over de wijze waarop de externe en onafhankelijke deskundigen waarvan sprake in artikel 9, 1°, of de externe accountants waarvan sprake in artikel 9, 2°, handelen om na te gaan of de kandidaten weldegelijk voldoen aan de definitie van innoverende starter;

3° de criteria aan de hand waarvan de jury de kandidaten beoordeelt en rangschikt waarbij bij voorrang rekening wordt gehouden met het valoriserings- en groeipotentieel van de activiteiten en met de capaciteiten die de onderneming in dat opzicht bezit;

4° de subsidie-intensiteit en de periode waarin de subsidie de toelaatbare uitgaven dekt.

Art. 42. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen.

Art. 43. De subsidie kan allerlei uitgaven dekken. Zij bedraagt maximum 500.000 euro.

Art. 44. Een innoverende starter kan één enkele keer in aanmerking komen voor een subsidie beoogd bij deze afdeling.

Art. 45. Tijdens de drie jaar volgend op de datum van toekenning van een subsidie beoogd bij deze afdeling aan een innoverende starter, kan de Regering hem enkel het volgende toekennen :

1° andere steunvormen beoogd bij dit decreet;

2° steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie niet beoogd bij dit decreet, maar ofwel goedgekeurd door de Europese Unie ofwel vrijgesteld krachtens een Europese verordening;

3° steun voor risicokapitaal.

Afdeling 6. — Subsidies voor procesinnovaties in de dienstverlening

Art. 46. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een project voor een procesinnovatie in de dienstverlening dat ingediend wordt door een kleine onderneming of een middelgrote onderneming, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor de uitvoering van dat project als aan de drie volgende voorwaarden tegelijk wordt voldaan :

1° de projectkosten worden berekend, het project houdt een duidelijk risico in en staat onder de leiding van een gekende en gekwalificeerde projectleider;

2° het project beoogt de definiëring van een norm, een model, een methodologie of een begrip uit de economie die systematisch herhaald, indien mogelijk gehomologeerd of gebrevetteerd kunnen worden;

3° de procesinnovatie is een vernieuwing of een gevoelige verbetering in vergelijking met de stand van techniek in de betrokken sector in de Europese Unie, waarbij het vernieuwend karakter met name aangetoond kan worden door een nauwkeurige omschrijving van de innovatie, vergeleken met de verstgevorderde processen gebruikt door andere ondernemingen van dezelfde sector.

Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een project voor een procesinnovatie in de dienstverlening ingediend door een niet-autonome onderneming van beperkte omvang, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor de uitvoering van dat project als de drie voorwaarden waarvan sprake in lid 1 tegelijk vervuld zijn en als het project daarnaast uitgevoerd wordt in samenwerking met ofwel een kleine onderneming of een middelgrote onderneming die minstens 30 % van de toelaatbare uitgaven draagt ofwel meerdere kleine ondernemingen of middelgrote ondernemingen die samen minstens 30 % van de toelaatbare uitgaven dragen.

Art. 47. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel, voor zover en zolang ze gebruikt worden voor de uitvoering van het project; als die instrumenten en dat materieel niet tijdens hun hele levensduur gebruikt worden voor de uitvoering van het project, komen enkel de overeenkomstig de goede boekhoudpraktijken berekende afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het project in aanmerking;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materieel, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Art. 48. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 35 voor een kleine onderneming;

2° 25 voor een middelgrote onderneming;

3° 15 voor een niet-autonome onderneming van beperkte omvang.

Art. 49. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Afdeling 7. — Subsidies voor organisatie-innovaties in de dienstverlening

Art. 50. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een project voor een organisatie-innovatie in de dienstverlening ingediend door een kleine onderneming of door een middelgrote onderneming, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor de uitvoering van dat project als aan de vier volgende voorwaarden tegelijk wordt voldaan :

1° de projectkosten worden berekend, het project houdt een duidelijk risico in en staat onder de leiding van een gekende en gekwalificeerde projectleider;

2° het project slaat op een innovatie voor het gebruik en de exploitatie van informatie- en communicatietechnologieën met het oog op de wijziging van de organisatie;

3° het project beoogt de definiëring van een norm, een model, een methodologie of een begrip uit de economie die systematisch herhaald, indien mogelijk gehomologeerd of gebrevetteerd kunnen worden;

4° de organisatie-innovatie is een vernieuwing of een gevoelige verbetering in vergelijking met de stand van techniek in de betrokken sector in de Europese Unie, waarbij het vernieuwend karakter met name aangetoond kan worden door een nauwkeurige omschrijving van de innovatie, vergeleken met de verstgevorderde technieken gebruikt door andere ondernemingen van dezelfde sector.

Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een project voor een organisatie-innovatie in de dienstverlening ingediend door een niet-autonome onderneming van beperkte omvang, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor de uitvoering van dat project als de vier voorwaarden waarvan sprake in lid 1 tegelijk vervuld zijn en als het project daarnaast uitgevoerd wordt in samenwerking met ofwel een kleine onderneming of een middelgrote onderneming die minstens 30 % van de toelaatbare uitgaven draagt ofwel meerdere kleine ondernemingen of middelgrote ondernemingen die samen minstens 30 % van de toelaatbare uitgaven dragen.

Art. 51. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de informatica-instrumenten en het informaticamaterieel, voor zover en zolang ze gebruikt worden voor de uitvoering van het project; als die instrumenten en dat materieel niet tijdens hun hele levensduur gebruikt worden voor de uitvoering van het project, komen enkel de overeenkomstig de goede boekhoudpraktijken berekende afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het project in aanmerking;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Art. 52. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 35 voor een kleine onderneming;

2° 25 voor een middelgrote onderneming;

3° 15 voor een niet-autonome onderneming van beperkte omvang.

Art. 53. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Afdeling 8. — Subsidies voor advies- en steunverlening voor innovatie

Art. 54. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een steunaanvraag die ingediend wordt door een kleine onderneming of een middelgrote onderneming om op advies- en steunverlening voor innovatie een beroep te doen, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor die dienstverlening.

Art. 55. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn de kosten die de externe dienstverlener(s) maakt (maken) om zijn diensten uit te voeren. Die dienstverlening kan bestaan uit :

1° adviezen voor het beheer van de technologische innovatie, adviezen over het gebruik van de normen, de technologische bijstand, de technologietransfer, de opleiding inzake of adviezen voor de aankoop, de bescherming en de uitwisseling van intellectuele eigendomsrechten en voor de octrooilicentieovereenkomsten;

2° raadplegingen van gegevensbanken, raadplegingen van technische bibliotheken, marktonderzoeken, het gebruik van laboratoria, kwaliteitslabelling, testen en certificaties.

De toelaatbare uitgaven worden beperkt tot de kosten die overeenstemmen met de marktprijzen of, als de dienstverlener een entiteit zonder winstgevend doel is, met de prijs die de kosten van die dienstverlener weerspiegelt, vermeerderd met een redelijke marge.

Art. 56. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 75 bedragen.

Art. 57. Over een periode van 36 maanden kan eenzelfde kleine onderneming of middelgrote onderneming subsidies beoogd bij deze afdeling krijgen voor een totaalbedrag van maximum 200.000 euro.

Afdeling 9. — Subsidies voor de tijdelijke indienstneming van personeel

Art. 58. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die ze uitvoert in verband met een tegemoetkomingsaanvraag ingediend door een kleine onderneming of een middelgrote onderneming om een hooggekwalificeerd persoon in dienst te nemen inzake onderzoek en innovatie, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor die indienstneming als aan de vier volgende voorwaarden tegelijk wordt voldaan :

1° de persoon is gedetacheerd door een grote onderneming, een publieke onderzoeksinstituting, een universitaire afdeling, een afdeling van een hogeschool of een onderzoekscentrum nadat zij er minstens 24 maanden heeft gewerkt;

2° de kleine onderneming of de middelgrote onderneming stelt die persoon niet in de plaats van andere loontrekkenden;

3° de kleine onderneming of de middelgrote onderneming stelt die persoon in het bedrijf tewerk in een nieuwe functie voor onderzoek en innovatie tijdens maximum 36 maanden;

4° als die aanstelling afloopt, heeft de persoon het recht om terug te keren naar de entiteit die hem/haar gedetacheerd heeft.

Art. 59. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de uitgaven voor de aanwerving van de persoon;

2° de personeelsuitgaven voor die persoon tijdens de duur van zijn/haar indienstneming door de kleine onderneming of de middelgrote onderneming;

3° de reiskosten van die persoon tijdens dezelfde periode.

Art. 60. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 50 bedragen.

HOOFDSTUK IV. — Subsidies aan de openbare onderzoeksinstitutingen, de universitaire afdelingen en de afdelingen van een hogeschool

Afdeling 1. — Subsidies voor industrieel onderzoek

Art. 61. Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeksproject ingediend door één of meerdere publieke onderzoeksinstitutingen, universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool, kan de Regering haar of hen een subsidie toekennen :

1° ofwel in het kader van een themaprogramma van het Waalse Gewest waarvoor er een oproep tot indiening van projecten is uitgeschreven, op grond van de rangschikking van de projecten voorgesteld door de jury van het programma afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieucriteria bepaald in de oproep;

2° ofwel op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project als dat project wegens zijn aard, omvang, organisatie of dringend karakter onmogelijk kan worden ingediend als antwoord op een oproep tot indiening van projecten; in dat geval kan de Regering alleen of met de bijstand van externe deskundigen de beoordeling uitvoeren.

Als één of meerdere erkende onderzoekscentra samenwerken aan de uitvoering van het project, kan de Regering aan het centrum (de centra) een subsidie toekennen als bedoeld in de artikelen 79 tot 81. Die subsidie valt niet onder de regeling van de artikelen 62 tot 64.

Art. 62. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten het materieel gebruikt voor de uitvoering van het project;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materieel, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Art. 63. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen.

Art. 64. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Art. 65. De Regering kan wijzigingen vastleggen in de wet-, decreet- of regelgevende instrumenten die gelden voor elke soort steun voor onderzoek, ontwikkeling of innovatie die niet beoogd worden bij dit decreet, ten behoeve van publieke onderzoekinstellingen, universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool, voor zover die wijzigingen er niet toe strekken dat de toekenning van de steun het Waalse Gewest zakelijke rechten doet verkrijgen op de resultaten van het gesteunde project.

Afdeling 2. — Subsidies voor industriële eigendomsrechten

Art. 66. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die ze uitvoert met betrekking tot een tegemoetkomingsaanvraag ingediend door één of meerdere universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool voor de indiening van één of meerdere brevetaanvragen, kan de Regering haar (hen) een subsidie toekennen voor de verkrijging en de validering van dat brevet (die brevetten).

De Regering kan aan één of meerdere universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool een globale subsidie toekennen die dienovereenkomstig moet dienen voor de verkrijging en de validering van haar (hun) toekomstige indieningen van brevetaanvragen. De globale subsidie geldt enkel voor de brevetten waarvan de aanvraag positief beoordeeld is door de Regering vanuit wetenschappelijk, economisch, financieel en leefmilieu-oogpunt.

Art. 67. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° alle voorheen gemaakte kosten voor de toekenning van de rechten bij de eerste rechtbank, met inbegrip van de kosten voor de uitwerking, de indiening en de opvolging van de aanvraag, en de kosten voor de verlenging van de aanvraag vóór de toekenning van de rechten;

2° de kosten voor de vertaling en andere in verband met het verkrijgen of de validering van de rechten bij andere rechtbanken;

3° de kosten voor de verdediging van de geldigheid van de rechten in het kader van de officiële opvolging van de aanvraag of de aanvragen en eventuele vorderingen in verzet, zelfs als die kosten gemaakt zijn na de toekenning van de rechten.

Die uitgaven zijn toelaatbaar ongeacht of het onderzoek waaruit de resultaten voortvloeien waarop de brevetaanvraag (-aanvragen) betrekking heeft (hebben) geheel, gedeeltelijk dan wel helemaal niet voor steun in aanmerking is gekomen van het Waalse Gewest of een andere entiteit.

Art. 68. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen.

Art. 69. De toekenning van de subsidie heeft niet tot gevolg dat er rechten op dat uitgereikte brevet (die uitgereikte brevetten) verleend worden aan het Waalse Gewest.

Art. 70. De Regering kan beslissen tot de uitbreiding van de subsidies beoogd bij deze afdeling naar andere wijzen van bescherming van de industriële eigendom.

Afdeling 3. — Subsidies voor de tijdelijke indienstneming van personeel

Art. 71. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die ze uitvoert in verband met een project voor de indienstneming van een persoon, ingediend door een universitaire afdeling of een afdeling van een hogeschool, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor die indienstneming als één van beide volgende voorwaarden vervuld is :

1° de persoon is een onderzoeker die door de universitaire afdeling of de afdeling van een hogeschool wordt ingezet in een nieuwe industrieel-onderzoeksfunctie en die door haar periodiek op stages gestuurd wordt die te maken hebben met die functie in ondernemingen met een hoog wetenschappelijk en technisch deskundigheidsniveau;

2° de persoon heeft een ruime ervaring inzake de intellectuele eigendom en de valorisering van onderzoeksresultaten en de universitaire afdeling of de afdeling van een hogeschool zet die persoon in voor taken in verband met de industriële en zakelijke bescherming en valorisering van onderzoeksresultaten.

De subsidie waarvan sprake in lid 1 mag niet meer dan 60 maanden indienstneming betreffen.

Art. 72. Bij indienstneming van een onderzoeker als bedoeld in artikel 71, lid 1, 1°, zijn de toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen :

1° de personeels- en werkingsuitgaven eigen aan de indienstgenomen onderzoeker;

2° de kosten van zijn opdrachten, opleidingen, specifieke documentatie en stages;

3° de bijkomende kosten die ze draagt voor diens inzet bij industriële onderzoeksprojecten.

Bij indienstneming van een persoon als bedoeld in artikel 71, lid 1, 2°, zijn de toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen :

1° de personeels- en werkingsuitgaven eigen aan de indienstgenomen persoon;

2° de kosten van zijn/haar opdrachten, opleidingen, specifieke documentatie en stages.

Art. 73. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen.

HOOFDSTUK V. — *Subsidies voor de erkende onderzoekscentra**Afdeling 1. — Erkenning van de onderzoekscentra*

Art. 74. De Regering bepaalt de erkenningsvoorwaarden die gelden voor elk onderzoekscentrum. Die voorwaarden hebben met name betrekking op :

- 1° de kenmerken van het door het onderzoekscentrum gevoerde onderzoek voor industriedoeleinden;
- 2° diens activiteiten op het gebied van technologische voorlichting, technologische bewaking, technologieoverdrachten en technologische adviezen;
- 3° de acties die het onderneemt om over activiteiten te informeren;
- 4° diens vestigingseenheid(-eenheden);
- 5° de organisatie van zijn activiteiten in functie van de behoeften en de typologie van de ondernemingen tot wie het centrum zich richt;
- 6° zijn situatie inzake normen voor het kwaliteits- en leefmilieumanagement;
- 7° zijn zelffinancieringscapaciteit;
- 8° zijn boekhouding;
- 9° de aanwezigheid van vertegenwoordigers van de industrie in zijn beheers- en beslissingsorganen.

Art. 75. De Regering erkent het onderzoekscentrum dat een erkenningsaanvraag indient en dat beschouwd wordt als elke van de erkenningsvoorwaarden, bepaald krachtens artikel 74, vervullend.

Als één enkele vestigingseenheid of slechts bepaalde vestigingseenheden van het onderzoekscentrum aan elke van die voorwaarden voldoet, kan de Regering de erkenning beperken tot die vestigingseenheid(-eenheden).

Art. 76. Er wordt een erkenningscommissie opgericht waarvan de leden vertegenwoordigers zijn van de Regering, externe deskundigen en vertegenwoordigers van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest). Alle leden worden voor een bepaalde duur benoemd.

De erkenningscommissie strekt ertoe, telkens als er een onderzoekscentrum een erkenningsaanvraag indient, een gemotiveerd voorstel uit te werken waarin zij aangeeft of het centrum al dan niet aan elke erkenningsvoorwaarde voldoet en waarin zij kan opperen dat de erkenning beperkt wordt tot één of meerdere vestigingseenheden.

Over elk gemotiveerd voorstel wordt gedeliberéerd en gestemd tijdens een vergadering van de erkenningscommissie.

Art. 77. De Regering bepaalt :

- 1° de samenstelling van de erkenningscommissie, de nadere regels voor de aanwijzing van de leden en de duur van hun mandaat;
- 2° de nadere regels voor de werking van de erkenningscommissie, met name voor de beraadslagingen en besluiten;
- 3° de procedure voor de erkenning van het onderzoekscentrum dat ze aanvraagt;
- 4° duur en beoordeling van de erkenning;
- 5° de procedure van beroep tegen de beslissingen tot weigering of intrekking van een erkenning.

Zij kan elke bijkomende opdracht aan de erkenningscommissie bepalen voor zover die opdracht onder de steun, de positionering of de beoordeling van de onderzoekscentra valt of ressorteert onder de samenwerkingsverbanden die die centra moeten aangaan.

Afdeling 2. — Subsidies voor industrieel onderzoek en experimentele ontwikkeling

Art. 78. Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeks- of een experimenteel ontwikkelingsproject ingediend door één of meerdere publieke onderzoekscentra, kan de Regering het centrum (de centra) een subsidie toekennen :

1° ofwel in het kader van een themaprogramma van het Waalse Gewest waarvoor er een oproep tot indiening van projecten is uitgeschreven, op grond van de rangschikking van de projecten voorgesteld door de jury van het programma afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieucriteria bepaald in de oproep;

2° ofwel op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project als dat project wegens zijn aard, omvang, organisatie of dringend karakter onmogelijk kan worden ingediend als antwoord op een oproep tot indiening van projecten; in dat geval kan de Regering alleen of met de bijstand van externe deskundigen de beoordeling uitvoeren.

Als één of meerdere erkende onderzoeksinstituten, universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool samenwerken aan de uitvoering van het project, kan de Regering haar (hen) een subsidie toekennen als bedoeld in de artikelen 62 tot 64. Die subsidie valt niet onder de regeling van de artikelen 79 tot 81.

Art. 79. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

- 1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;
- 2° de kosten voor de instrumenten en het materieel gebruikt voor de uitvoering van het project;
- 3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;
- 4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;
- 5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Art. 80. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 75 bedragen.

Art. 81. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Afdeling 3. — Subsidies voor industriële eigendomsrechten

Art. 82. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een steunaanvraag die ingediend wordt door één of meerdere onderzoekscentra, kan de Regering een subsidie toekennen voor het verkrijgen en de validering van dat brevet of die brevetten.

De Regering kan aan één of meerdere erkende onderzoekscentra een globale subsidie toekennen die dienovereenkomstig moet dienen voor de verkrijging en de validering van zijn (hun) toekomstige indieningen van brevetaanvragen. De globale subsidie geldt enkel voor de brevetten waarvan de aanvraag positief beoordeeld is door de Regering vanuit wetenschappelijk, economisch, financieel en leefmilieu-oogpunt.

Art. 83. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° alle voorheen gemaakte kosten voor de toekenning van de rechten bij de eerste rechtbank, met inbegrip van de kosten voor de uitwerking, de indiening en de opvolging van de aanvraag, en de kosten voor de verlenging van de aanvraag vóór de toekenning van de rechten;

2° de kosten voor de vertaling en andere in verband met het verkrijgen of de validering van de rechten bij andere rechtbanken;

3° de kosten voor de verdediging van de geldigheid van de rechten in het kader van de officiële opvolging van de aanvraag of de aanvragen en eventuele vorderingen in verzet, zelfs als die kosten gemaakt zijn na de toekenning van de rechten.

Die uitgaven zijn toelaatbaar ongeacht of het onderzoek waaruit de resultaten voortvloeien waarop de brevetaanvraag (-aanvragen) betrekking heeft (hebben) geheel, gedeeltelijk dan wel helemaal niet voor steun in aanmerking is gekomen van het Waalse Gewest of een andere entiteit.

Art. 84. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 75 bedragen.

Art. 85. De toekenning van de subsidie heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest rechten op dat uitgereikte brevet (die uitgereikte brevetten) verleend worden.

Art. 86. De Regering kan beslissen tot de uitbreiding van de subsidies beoogd bij deze afdeling naar andere wijzen van bescherming van de industriële eigendom.

Afdeling 4. — Subsidies voor technologische voorlichting en technologische bewaking

Art. 87. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een technologisch bewakings- of voorlichtingsproject ingediend door één of meerdere erkende onderzoekscentra, kan de Regering haar een subsidie toekennen voor de uitvoering van dat project.

Art. 88. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel gebruikt voor de uitvoering van het project;

3° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

4° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Art. 89. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 75 bedragen.

Art. 90. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Afdeling 5. — Subsidies voor de tijdelijke indienstneming van personeel

Art. 91. Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling die zij uitvoert in verband met een steunaanvraag ingediend door een erkend onderzoekscentrum

om een onderzoeker in dienst te nemen die ingezet wordt in een nieuwe functie inzake industrieel

onderzoek of experimentele ontwikkeling en die periodiek op stages gestuurd wordt in verband met die functie in universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool in het buitenland, kan de Regering een subsidie toekennen met betrekking tot die indienstneming. Die subsidie mag niet meer dan 60 maanden indienstneming dekken.

Art. 92. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeels- en werkingsuitgaven eigen aan de indienstgenomen onderzoeker;

2° de kosten van zijn opdrachten, opleidingen, specifieke documentatie en stages;

3° de bijkomende kosten die het draagt voor diens inzet bij industriële onderzoeks- of experimentele ontwikkelingsprojecten.

Art. 93. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 75 bedragen.

HOOFDSTUK VI. — Samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie

Art. 94. Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeksproject, een experimenteel ontwikkelingsproject of een industrieel onderzoeks- en experimenteel ontwikkelingsproject, ingediend in het kader van een samenwerkingsverband voor technologische innovatie, kan de Regering steun verlenen :

1° ofwel in het kader van een oproep tot de indiening van projecten, op grond van de klassering van de projecten voorgesteld door de jury van de oproep afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieucriteria waarvan sprake in de oproep;

2° ofwel in het kader van een specifieke oproep tot het indienen van projecten, waarvan de nadere regels door de Regering worden bepaald;

3° op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren.

Art. 95. Voor éénzelfde project kent de Regering deze afzonderlijke steunvormen toe voor zover ze als doel hebben :

1° ofwel een globale subsidie voor de publieke onderzoeksinstituten, de universitaire afdelingen en de afdelingen van een hogeschool die meewerken aan de uitvoering van het project, ofwel een subsidie aan de entiteit of aan elke entiteit van één van die soorten die meewerken aan de uitvoering van het project;

2° ofwel een globale subsidie voor de erkende onderzoekscentra die meewerken aan de uitvoering van het project, ofwel een subsidie aan het erkende onderzoekscentrum of aan elk erkend onderzoekscentrum dat meewerkt aan de uitvoering van het project;

3° ofwel een globale subsidie aan de ondernemingen die meewerken aan de uitvoering van het project via industrieel onderzoek, ofwel een subsidie aan de onderneming of aan elke onderneming die meewerkt aan de uitvoering van het project via industrieel onderzoek;

4° ofwel globale steun aan de ondernemingen die meewerken aan de uitvoering van het project via experimentele ontwikkeling, ofwel steun aan de onderneming of aan elke onderneming die meewerkt aan de uitvoering van het project via experimentele ontwikkeling.

In het eerste geval waarvan sprake in lid 1, 4°, kan de globale steun bestaan uit ofwel een subsidie, ofwel een terugbetaalbaar voorschot naar gelang de ondernemingen de éne of andere steunvorm hebben aangevraagd.

In het tweede geval waarvan sprake in lid 1, 4°, kan elke steunvorm bestaan uit ofwel een subsidie, ofwel een terugvorderbaar voorschot, al naar gelang de beoogde onderneming ofwel de ene of andere steunvorm heeft aangevraagd, tenzij de Regering de ondernemingen die meewerken aan de uitvoering van het project via experimentele ontwikkeling verplicht om allemaal dezelfde soort steun aan te vragen, waarbij hen de keuze gelaten wordt tussen subsidie en terugvorderbaar voorschot.

Art. 96. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel, voor zover en zolang ze gebruikt worden voor de uitvoering van het project; als die instrumenten en dat materiaal niet tijdens hun hele levensduur gebruikt worden voor de uitvoering van het project, komen enkel de overeenkomstig de goede boekhoudpraktijken berekende afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het project in aanmerking;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Art. 97. De intensiteit van de subsidies aan de publieke onderzoeksinstituten, de universitaire afdelingen en de afdelingen van een hogeschool, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen.

Die intensiteit is maximaal als het project in aanmerking komt voor een oproep als bedoeld in artikel 94, 2°.

Art. 98. De intensiteit van de subsidies aan de erkende onderzoekscentra, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 75 bedragen.

Die intensiteit is maximaal als het project in aanmerking komt voor een oproep als bedoeld in artikel 94, 2°.

Art. 99. De intensiteit van de subsidies aan de ondernemingen voor hun industrieel onderzoek, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 80 voor een kleine onderneming;

2° 75 voor een middelgrote onderneming;

3° 65 voor een grote onderneming.

Die intensiteit is maximaal als het project in aanmerking komt voor een oproep als bedoeld in artikel 94, 2°.

Art. 100. De intensiteit van de subsidies aan de ondernemingen voor hun experimentele ontwikkeling, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 60 voor een kleine onderneming;

2° 50 voor een middelgrote onderneming;

3° 40 voor een grote onderneming.

Die intensiteit is maximaal als het project in aanmerking komt voor een oproep als bedoeld in artikel 94, 2°.

Art. 101. De intensiteit van de terugvorderbare voorschotten aan de ondernemingen voor hun experimentele ontwikkeling, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 75 voor een kleine onderneming;

2° 65 voor een middelgrote onderneming;

3° 55 voor een grote onderneming.

Die intensiteit is maximaal als het project in aanmerking komt voor een oproep als bedoeld in artikel 94, 2°.

Art. 102. De onderneming of elke onderneming waaraan een terugbetaalbaar voorschot wordt toegekend, kan ervan afzien de resultaten van het project te benutten tijdens de uitvoering ervan of tijdens de zes maanden volgend op het einde van die uitvoering.

De onderneming wordt er geheel van vrijgesteld het voorschot terug te betalen als aan beide volgende voorwaarden is voldaan :

1° in een schrijven aan de Regering legt ze uit waarom ze van haar project afziet, waarbij de mislukking uiteengezet wordt ten opzichte van de technische en zakelijke doelen waarvan sprake in de projectgebonden contractbepalingen tussen haar verbinden en het Waalse Gewest;

2° ze draagt de zakelijke rechten op de resultaten van het project over aan het Waalse Gewest of aan elke entiteit die door laatstgenoemde wordt aangewezen.

Als beide voorwaarden bedoeld in lid 2 niet vervuld worden, betaalt de onderneming het totaalbedrag dat ze als voorschot kreeg renteloos terug aan het Waalse Gewest.

Art. 103. Als de onderneming de resultaten van het project benut, verricht ze periodieke terugbetalingen aan het Waalse Gewest. Het terug te betalen totaalbedrag staat in verhouding tot de mate waarin het project slaagt in vergelijking met wat als succesvol is omschreven, met name inzake commerciële doelstellingen, in de projectgebonden contractbepalingen tussen het Waalse Gewest en de onderneming. Hoe dan ook worden terugbetalingen verhoogd met een intrest waarvan de rentevoet gelijk is aan de door de Europese Commissie vastgestelde referentierentevoet.

Indien het project minder goed slaagt dan wat als succesvol is omschreven, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, intrest niet meegerekend, uit een aandeel van het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen. Dat aandeel staat in verhouding tot de mate waarin afgeweken wordt van de commerciële doelstellingen die overeenstemmen met wat als succesvol is omschreven.

Indien het project precies overeenstemt met wat als succesvol is omschreven, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, intrest niet meegerekend, uit het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen.

Indien het project dat wat als succesvol is omschreven, overtreft, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, intrest niet meegerekend, uit het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen, vermeerderd met een aandeel in de winst dat in verhouding staat tot de mate waarin is afgeweken van de commerciële doelstellingen die overeenstemmen met wat als succesvol is omschreven.

Art. 104. Tijdens de benutting van de resultaten van het project wordt de onderneming ervan vrijgesteld het voorschot verder terug te betalen als aan beide volgende voorwaarden is voldaan :

1° zij ziet af van die benutting en licht er de Regering over in met een schrijven waarin ze haar beslissing met objectieve redenen omkleedt;

2° ze draagt de zakelijke rechten op de resultaten van het project over aan het Waalse Gewest of aan elke entiteit die door laatstgenoemde wordt aangewezen.

Het Waalse Gewest behoudt alle voorheen verrichte terugbetalingen en de onderneming blijft alle bedragen verschuldigd die zij terug moet betalen tijdens het kalenderjaar waarin ze van haar project afziet. De vrijstelling waarvan sprake in lid 1 heeft gevolg vanaf het daarop volgende kalenderjaar.

Art. 105. De nadere regels voor de terugbetalingen in de denkbeeldige situaties waarvan sprake in de artikelen 102, 103 en 104 worden vermeld in de projectgebonden contractbepalingen tussen het Waalse Gewest en de onderneming(en), met inachtneming van de beginselen die de Regering terzake heeft vastgelegd krachtens artikel 119.

Art. 106. Het feit dat de steun beoogd bij dit hoofdstuk wordt toegekend heeft, behoudens de gevallen van overdracht van rechten waarvan sprake in de artikelen 102 en 104, niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

HOOFDSTUK VII. — *Subsidies voor internationale samenwerkingsverbanden*

Art. 107. De Regering kan de nadere regels vastleggen voor een soort subsidie met betrekking tot de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van een onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieproject waarbij één of meerdere in Wallonië gevestigde en één of meerdere in andere staten gevestigde entiteiten betrokken zijn en dat ze zouden indienen bij een internationale of supranationale instelling of organisatie met het oog op een financiering of een erkenning.

Die soort subsidie kan worden toegekend aan de kleine ondernemingen, aan de middelgrote ondernemingen, aan de publieke onderzoeksinstituten, aan de universitaire afdelingen, aan de afdelingen van een hogeschool, aan de erkende onderzoekscentra en aan de samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie.

Art. 108. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie van de soort als bedoeld in artikel 107 vallen kunnen beperkt worden en mogen geenszins hoger uitvallen dan :

1° de bezoldiging van het personeel van de entiteit die het secretariaat verzorgt met betrekking tot de voorbereiding en de onderhandeling van het project, of de bezoldiging van het externe personeel dat datzelfde secretariaat verzorgt;

2° de andere secretariaatskosten;

3° de kosten voor vertalingen verricht ter uitvoering van een dienstverleningscontract;

4° de kosten voor juridische prestaties verricht ter uitvoering van een dienstverleningscontract;

5° de reis- en dienstreiskosten.

De toelaatbare uitgaven die vallen onder de subsidie mogen geen enkele uitgave inhouden met betrekking tot de uitvoering van het project.

Art. 109. De Regering kan de nadere regels vastleggen voor een soort subsidie die een aanvulling is op supranationale of internationale steun met betrekking tot de uitvoering van een onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieproject.

Die soort subsidie kan worden toegekend aan de kleine ondernemingen, aan de middelgrote ondernemingen, aan de publieke onderzoeksinstituten, aan de universitaire afdelingen, aan de afdelingen van een hogeschool, aan de erkende onderzoekscentra en aan de samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie. Ze dekt hoogstens dezelfde toelaatbare uitgaven als de supranationale of internationale steun.

HOOFDSTUK VIII. — *Subsidies voor de popularisering van de wetenschap, het onderzoek en de innovatie*

Art. 110. De Regering kan nadere regels vastleggen voor een soort subsidie die toegekend kan worden aan elke rechtspersoon met betrekking tot projecten die ertoe strekken de wetenschap, het onderzoek en de innovatie te populariseren voor doelgroepen, en

1° informatie over elke wetenschappelijk en technisch kennisgebied te verspreiden die vatbaar en kwaliteitsvol is;

2° of jongeren aan te trekken tot wetenschappelijke en technische studies en loopbanen.

De subsidie van die soort kan toegekend worden :

1° ofwel in het kader van een oproep tot de indiening van projecten, op grond van de klassering van de projecten voorgesteld door de jury van de oproep afgaand op de wetenschappelijke, pedagogische, financiële en leefmilieucriteria waarvan sprake in de oproep;

2° op grond van de wetenschappelijke, technische, pedagogische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren.

Art. 111. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de leden van de rechtspersoon die onder een arbeidsovereenkomst of een interim uitvoeren voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

- 2° de kosten voor de instrument en het materieel gebruikt voor de uitvoering van het project;
- 3° de kosten van de dienstverlening inzake deskundigheid en gelijksoortige die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;
- 4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;
- 5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;
- 6° de kosten voor de publiciteit van het project.

HOOFDSTUK IX. — *Samenvoeging van steun en uitsluitingen*

Art. 112. Geen enkele toelaatbare uitgave beoogd bij dit decreet kan gedekt worden door meer dan één steunvorm beoogd bij dit decreet.

Art. 113. Behoudens de toelaatbare uitgaven die onder een bij de artikelen 110 en 111 beoogde subsidie vallen : kan geen enkele toelaatbare uitgave beoogd bij dit decreet gedekt worden door meer dan één steunvorm beoogd bij dit decreet en door een andere steunvorm van het Waalse Gewest dan die beoogd bij dit decreet;

2° kan geen enkele toelaatbare uitgave beoogd bij dit decreet tegelijk gedekt worden door een steunvorm beoogd bij dit decreet en door een andere steunvorm van enige andere Belgische overheid.

Art. 114. De samenvoeging van steunvormen voortvloeiende uit Belgische wet- of regelgevende bepalingen, overeenkomsten tussen Belgische deelgebieden of internationale of supranationale akkoorden wordt niet beoogd bij artikel 113. In dit geval worden alle steunvormen overwogen voor de naleving van de maximumintensiteit beoogd bij dit decreet onverminderd specifieke regels inzake intensiteit voortvloeiend uit internationale of supranationale akkoorden.

Art. 115. Elke toelaatbare uitgave beoogd bij dit decreet kan gedekt worden door een steunvorm beoogd bij dit decreet en door één of meerdere andere vormen van steun toegekend door een buitenlandse overheid, een internationaal of een supranationaal lichaam. In dat geval worden alle steunvormen overwogen voor de naleving van de maximumintensiteit beoogd bij dit decreet onverminderd specifieke regels inzake intensiteit voortvloeiend uit internationale of supranationale akkoorden.

Art. 116. Geen enkele vorm van steun beoogd bij dit decreet kan toegekend worden aan een onderneming in moeilijkheden in de zin van richtsnoeren inzake reddings- en herstructureringssteun aan ondernemingen in moeilijkheden.

HOOFDSTUK X. — *Strategisch beheer, procedure en beoordeling*

Art. 117. De Regering legt periodiek de strategische doelen en de prioritaire hoofdlijnen vast aan de hand waarvan de steun beoogd bij dit decreet toegekend wordt.

Art. 118. Elke jury beoogd bij dit decreet bevat meer bepaald als leden vertegenwoordigers van de Regering en externe deskundigen.

Over elke rangschikking opgemaakt door een jury beoogd bij dit decreet wordt gedelibereerd en gestemd tijdens een vergadering van die jury.

Art. 119. Voor elke soort steun beoogd bij dit decreet bepaalt de Regering :

- 1° de nadere regels voor de indiening van de steunaanvragen;
- 2° de criteria op grond waarvan de steunaanvragen worden beoordeeld;
- 3° de minimuminformatie die het Waalse Gewest verspreidt wat betreft de gezamenlijke criteria op grond waarvan de steunaanvragen worden beoordeeld;
- 4° de nadere regels voor de organisatie van de oproepen tot de indiening van projecten beoogd bij dit decreet;
- 5° de beginselen voor de aanwijzing van de leden van de jury's beoogd bij dit decreet;
- 6° de nadere regels voor de werking van die jury's, met name voor de beraadslagingen en stemmingen;
- 7° de beginselen voor de definiëring van wat als succesvol is omschreven in de zin van de artikelen 28 en 103;
- 8° de beginselen voor de definiëring van het "duidelijk risico" in de zin van de artikelen 46 en 50;
- 9° de nadere regels aan de hand waarvan de entiteit(en) die een steunaanvraag ingediend heeft (hebben) de rechtzetting van de resultaten van haar (hun) beoordeling kan (kunnen) aanvragen;
- 10° de nadere regels voor de relaties tussen het Waalse Gewest en de steungerechtigde(n).

Art. 120. De Regering bepaalt de nadere regels voor de beoordeling van het aanmoedigingseffect :

- 1° van iedere steun van meer dan 7.500.000 euro als bedoeld in de artikelen 15 tot 34, aangevraagd door een kleine onderneming of een middelgrote onderneming;
- 2° van iedere steun waarvan sprake in de artikelen 15 tot 34, aangevraagd door een grote onderneming;
- 3° iedere steun waarvan sprake in de artikelen 46 tot 53.

Art. 121. De Regering kan de nadere regels vastleggen voor het samenbrengen van soorten steun waarvan sprake in de afdelingen 3, 4, 6, 7, 8 of 9 van hoofdstuk III in een soort steun met onderdelen. Die nadere regels mogen niet afwijken van de bepalingen van dit decreet in verband met elke soort aldus samengebrachte vormen van steun.

Art. 122. Elke steunaanvraag met betrekking tot industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling die niet ingediend wordt in het kader van een oproep tot het indienen van projecten wordt beoordeeld door een college dat één of meerdere externe deskundigen kan bevatten.

De Regering kan hetvolgende bepalen :

- 1° de ondergrens van het steunbedrag waaronder lid 1 niet geldt;
- 2° de toepassing van lid 1 op andere soorten steun beoogd bij dit decreet.

Art. 123. Voor elke soort steun beoogd bij dit decreet bepaalt de Regering :

1° de indicatoren aan de hand waarvan de resultaten van de toekenning van de steun beoogd bij dit decreet hoe dan ook beoordeeld worden, met name wat betreft de invulling van de strategische doelen en de prioritaire hoofdlijnen bepaald door de Regering;

2° de nadere regels voor de inzameling, de analyse en de verspreiding van de statistieken en de andere gegevens die de grondslag vormen van die indicatoren, met name in samenwerking met "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek).

Art. 124. Om de vijf jaar laat de Regering door een entiteit buiten het Waalse Gewest en de entiteiten die voor steun beoogd bij dit decreet in aanmerking kunnen komen, een beoordeling verrichten van het ter uitvoering van dit decreet uitgevoerde beleid. De resultaten van die beoordeling worden aan het Waalse Parlement medegedeeld.

HOOFDSTUK IX. — *Het "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation"*
(Fonds voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie)

Art. 125. Er wordt in de Waalse gewestbegroting een fonds opgericht, "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation" genoemd.

Art. 126. Het "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation" wordt gefinancierd :

1° met de terugbetalingen van de terugvorderbare voorschotten beoogd bij dit decreet, behoudens de terugvorderbare voorschotten toegekend ten laste van de begrotingskredieten voor energiebeleid;

2° met alle andere sommen die aan het Waalse Gewest gestort worden krachtens dit decreet of diens uitvoeringsbesluiten;

3° met de sommen die aan het Waalse Gewest worden gestort krachtens gerechtelijke uitspraken in verband met de steun beoogd bij dit decreet.

Art. 127. Op het "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation" kunnen aangerekend worden :

1° iedere steunvorm beoogd bij dit decreet;

2° iedere actie van het Waalse Gewest die op significante wijze bijdraagt tot steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië.

HOOFDSTUK XII. — *Geheimhouding*

Art. 128. Elk document of elke informatie die een entiteit aan de Regering mededeelt om in aanmerking te komen voor steun beoogd bij dit decreet is geheim in de zin van artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur voor zover de entiteit aangeeft dat het document of de informatie dat kenmerk vertoont.

Art. 129. Elk document of elke informatie die een entiteit aan de Regering mededeelt krachtens haar verplichtingen van een gerechtigde die in aanmerking komt voor steun beoogd bij dit decreet is geheim in de zin van artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur voor zover de entiteit aangeeft dat het document of de informatie dat kenmerk vertoont.

HOOFDSTUK XIII. — *Slotbepalingen*

Art. 130. Het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën wordt opgeheven.

Art. 131. In afwijking van artikel 130 wordt elke steunaanvraag ingediend vóór 1 januari 2008 en vallend onder het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën bij laatstgenoemd decreet geregeld.

Art. 132. In afwijking van artikel 130 wordt elk onderzoekscentrum, erkend krachtens het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, beschouwd als onderzoekscentrum erkend in de zin van dit decreet tot aan de datum van de beslissing om het niet te erkennen, getroffen krachtens dit decreet.

De Regering bepaalt de datum waarop lid 1 ophoudt van toepassing te zijn.

Art. 133. De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008 :*

Stukken van het Waalse Parlement 799 (2007-2008), nrs. 1, 1bis tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 juni 2008.

Bespreking - Stemmingen.